

courant
alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°199 - avril 2010 - 3 euros

QUE LA PEUR CHANGE DE CAMP !

CONTINENTAL:

“ QUAND LA BASE SE REBIFFE ”

GRÈVE SAUTE-MOUTON:

CELLE DU 23 MARS EN A ÉTÉ UNE !

ANTINUCLÉAIRE:

DU RIFIFI DANS LE RÉSEAU

LA CONVENTION 66:

*UN PROJET DE RESTRICTION DU SOCIAL
AU PROFIT DU CAPITAL*

LIBAN:

L'ÉTAT DES GAUCHES

GRÈCE:

*“ IL N'Y A QU'UNE CHOSE À RÉGLER:
NOS COMPTES AVEC LE CAPITAL ET L'ÉTAT ”*

RUBRIQUES:

LIVRES, CINÉMA, COLLABORATION DE CLASSE...

DOSSIER:
**RÉPRESSION, PEURS
IMMOBILISME**

Comment fonctionne Courant Alternatif (C.A.) ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisa-

teur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.); et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore - BP 1213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

COMMENT CONTACTER l'Organisation Communiste Libertaire ?

ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE

Clé des Champs
(ne pas mentionner OCL)
B.P. 20912, 44009 Nantes cedex 1
oclnantes@free.fr
Saint-Nazaire
ocl.st-nazaire@wanadoo.fr

BOURGOGNE

oclsens@yahoo.fr

CENTRE

La Commune, B.P. 1228
45002 Orléans cedex

ÎLE DE FRANCE

oclidf@gmail.com

LIMOUSIN

ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

OCLB c/o La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 Boulogne s/mer cedex

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o Égrégore, B.P. 1213
51058 Reims cedex

NORMANDIE

CRAS, B.P. 5164
14075 Caen cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

Acratie, BP 23, 64130 Mauléon
ocl-eh@orange.fr

POITOU

OCL-Poitou@orange.fr

RHONE-ALPES

« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie,
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

Valence

ocl-valence@hotmail.fr

SUD-EST

La Galère, BP 74217,
06131 Grasse cedex

Écrire au journal pour : Figeac

Sommaire

Edito p. 3

Antinucléaire

Du riffi dans le réseau p. 4

Social

A Strasbourg comme ailleurs, le 23 mars a été une nouvelle manifestation saute-mouton p. 5
"Quand la base se rebiffe" p. 6
La convention 66: Un projet de restriction du social au profit du capital p. 8

Italie

Rosarno: L'alibi du racisme et de la 'Ndrangheta p. 10
Le Fichage ADN en procès p. 11

Fondu au noir

"Avatar" de James Cameron p. 14
Le Temps des Graces de Dominique Marchais .p.15

Dossier: Peur et Immobilisme

Y a-t-il plus de répression qu'avant, comme on l'entend souvent ? p.16
Surveillance totale ou totale paranola . . . p.17
Peur, conscience de classe et solidarité . . p.18

Grèce

"Il n'y a qu'une chose à régler: nos comptes avec le capital et son Etat" . . . p.19

Livres de Femmes

Juana Doña, Femmes dans les prisons franquistes..p.23
Des mots pour agir
Contre les violences faites aux femmes.....p.23

Kurdistan

Un automne kurde ? p. 24

Ce qui nous enrichit

Armand Gatti à Saint Nazaire p. 26

Livre de notre histoire

Marika Kovacs, L'Octobre hongrois de 1956 . . p. 29

International

L'état des gauches au Liban p. 30

Collaboration de Classe

Rubrique p. 32

**OCL c/o Egégore
BP 1213 - 51058 Reims cedex**

Courriel : oclibertaire@hotmail.com

pour S'ABONNER à C.A.

**Abonnement 1 an (10 numéros + 2 hors série)
30,00 euros**

Sans les numéros spéciaux 25 euros

Tarif réduit 18 euros

(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien plus de 30 euros

Abonnement à l'essai (3 n^{os}) 5 euros

Gratuit: 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion:

2 ex. 45 euros

3 ex. 65 euros

5 ex. 100 euros

10 ex. 180 euros

Chèques à l'ordre de « La Galère »

OCL/Égrégore, B.P. 1213 - 51058 Reims cedex

Pour tout abonnement international :

N° IBAN : FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060

N° BIC : CMCIFR2A Pour tout paiement postal indiquer comme ordre
EGREGORE

Site web :

http://oclibertaire.free.fr/

Ce numéro a été préparé dans **Strasbourg**
La commission journal d'**avril**
aura lieu à **Limoges**

Courant Alternatif
NOVEMBRE 2009
Com. par. : 0610G86750
Mensuel
Communiste Libertaire

Correspondance :

OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations
légales :
Dir. publication :
Nathalie Federico
Imprimerie :
Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé

E DITO

Certes la claque électorale que vient de prendre la droite française aux élections régionales peut nous faire pouffer. Voire les têtes à claques de la droite décomplexée se déconfire sur les plateaux de télévision comme un citron qui aurait trop baigné est un spectacle auquel on aurait tord de ne pas goûter, si ce n'est au moins un peu. Certes le discrédit de ces élections à la con prend des proportions telles qu'il est même difficile aujourd'hui pour les « spécialistes » politiques ne pas l'évoquer : à l'instar du buzz qui s'est répandu les derniers jours de la campagne électorale sur les réseaux communautaires d'internet français : cette femme qui répondait à un journaliste, « j'en ai rien à secouer, je suis anarchiste et j'aimerais foutre en l'air toute cette société capitaliste ... »

Mais à part ces quelques propositions de ricanements, il n'y a pas grand chose qui nous porte à de l'optimisme. Même si la victoire de la « goche » est à relativiser, car en nombre de voix, elle ne recueille guère plus de suffrages que lors des consultations précédentes (c'est essentiellement l'électorat de l'UMP qui a fondu dans l'abstention comme la neige de janvier sous le soleil de mars), dans l'état actuel des choses, l'alternative du retour de la « gauche plus rien » est à considérer comme un enterrement de troisième classe des luttes sociales. A imaginer ces roturiers de la casse populaire au pouvoir, on imagine facilement le chantage qui s'opérerait alors : « Ne proteste pas, ne fait pas grève sinon tu vas faire le jeu de la droite », comme on a pu l'entendre avec le même abandon de perspective quand on soutenait dans les années 90 les luttes de sans papiers ou les révoltes en banlieues et que cela ferait « le jeu » du Front National. Cela sera semblable à la lepénisation des esprits (pour reprendre le titre de l'ouvrage d'alors de Pierre Tévanian et Sylvie Tissot) qui a pu s'opérer car justement les luttes ne sont pas allées assez loin, parce que la goche

de merde a sombré dans l'angélisme de la xénophobie et qu'ainsi le chantage à l'immobilisme a pu avoir lieu. Le statu-quo social que le décor post-électoral peaufine ne prête guère à voir autre chose qu'une impasse politique. Une énième manifestation saute-mouton a eu lieu le 23 mars dernier (Page 5) dont le relatif succès montre que le dynamisme des bureaucraties syndicales à défaut d'éteindre la flamme de la contestation, maintient toujours l'illusion que sans elles, rien n'est possible à grande ampleur.

Pourtant les foyers de la grogne existent et les raisons de se révolter sont bel et bien visibles. Au nom de la crise économique, la guerre de classe que mène la bourgeoisie est impitoyable. On en arrive à un tel point que si pour sauver le capitalisme mondial, il fallait réhabiliter le servage, il y aurait bien un de ces crétins d'économistes à la solde du pouvoir qui serait capable de le proposer ! C'est qu'on est dans une période où nos perspectives et nos utopies révolutionnaires sont absentes. On en aurait pourtant bien besoin !

Mais l'immobilisme dont notre période est constituée ne l'est pas uniquement par l'impasse politicienne. Elle l'est aussi par la crainte de perdre. Perdre quoi ? Vu la situation, à part nos chaînes, on pourrait bien se le demander. Elle le serait aussi par l'intégration de l'idée que la répression de toutes les contestations qui sortiraient des faibles bandes autorisées serait aujourd'hui implacable. Que la peur ait vocation à devenir l'alliée de la tyrannie du pouvoir, cela n'est pas nouveau ! Mais que cette peur se dissipe à travers celles et ceux qui osent encore espérer que le monde doit changer, voilà bien une opinion à laquelle nous avons envie de tordre le cou !

OCL Strasbourg



Du rififi dans le Réseau «Sortir du nucléaire»

Depuis toujours nous avons émis des réserves vis-à-vis du Réseau «Sortir du nucléaire». Son incapacité à se prononcer pour une sortie immédiate du nucléaire officiellement pour fédérer le plus largement possible un lot d'associations hétéroclites (avec pour beaucoup d'entre elles comme seul engagement antinucléaire l'adhésion au Réseau) et de taille diverse nous a toujours paru suspecte. En revanche, ce ne sont pas les Verts (103 associations parmi les 872 revendiquées par le Réseau) qui allaient s'en plaindre puisqu'une telle position n'était pas de nature à entraver leur compagne avec la gauche traditionnelle.

Tactiquement nous avons toujours dénoncé l'activité antinucléaire du Réseau qui se résume pour l'essentiel à du lobbying et à des actions spectaculaires médiatisées, au détriment d'actions offensives sur le terrain. Activité antinucléaire pour laquelle des salariés pouvaient pallier le manque de militants. À ses débuts, le fonctionnement du Réseau nous a paru relativement démocratique, mais rapidement force nous a été de constater que si toutes les associations fédérées étaient égales, certaines l'étaient plus que d'autres. Idem pour les adhérent(e)s individuel(le)s.

Ces derniers temps, une âpre lutte de pouvoir a secoué le Réseau

Les 6 et 7 février 2009, l'AG annuelle révoquait le Conseil d'Administration dans son ensemble et en élisait un provisoire dans l'attente d'une nouvelle AG les 19 et 20 juin prochains. Cet acte «parfaitement légal» est le résultat d'un conflit politique au sein du Réseau. Tout semble commencer avant le «Sommet de Copenhague pour le climat» avec l'«Ultimatum climatique» adressé à Sarkozy, initié par 11 associations dont le WWF-France, Greenpeace-France (membre du Réseau jusqu'en 2007), la Fondation Nicolas Hulot, les Amis de la Terre (membre du Réseau ainsi que 12 de ses associations locales), Réseau Action Climat-France (adhérent du Réseau). Le Réseau sollicité signe en septembre, puis se ravise, une majorité de son CA et son porte-parole (salarié) prenant conscience qu'il n'est pas possible d'avaliser ce texte qui ne précise pas que le nucléaire ne doit sous aucun prétexte être utilisé pour protéger le climat. Le 1er décembre 2009, une lettre demandant le retrait de la signature est envoyée aux 11 associations à l'initiative de l'«Ultimatum climatique» (1).

Début décembre, le Directeur administratif (salarié) du Réseau décide d'engager une procédure «pouvant aller jusqu'au licenciement» du porte-parole tandis que les autres salariés posent un ultimatum de grève illimitée si le CA entrave la procédure. Le CA mis devant le fait accompli ne cède pas à la



pression des salariés et rejette le licenciement du porte-parole. Les salariés se mettent en grève. Le Directeur administratif tente d'imposer le licenciement et menace le CA des prud'hommes pour «remise en cause de ses prérogatives». La grève se poursuit tout le mois de janvier. Les revendications des grévistes (sanctions contre un autre salarié et restriction de ses missions) étant jugées irrecevables, les négociations échouent et la situation reste bloquée jusqu'à l'AG de début février. Les salariés et la minorité du CA se donneront les moyens nécessaires, par manœuvres et pressions diverses, pour faire révoquer le CA par l'AG et pour faire apparaître cette révocation comme la seule solution pour débloquer la situation.

Ceux qui dans le Réseau veulent privilégier la lutte contre le changement climatique au détriment de la lutte contre le nucléaire ont pour l'instant gagné. Mais sauront-ils garder le pouvoir à l'issue de l'AG de juin et faire entrer le Réseau dans le clan des «écologistes modernes», ceux qu'Anne Lauvergeon (Présidente du Directoire d'AREVA) appelait de ses vœux quand elle déclarait à l'Assemblée Nationale, en décembre 2009 : «Dans les années soixante-dix, le mouvement écolo s'est développé à partir de sa

lutte antinucléaire, mais je pense qu'une scission interviendra sous peu entre les écologistes "canal historique", qui resteront antinucléaires jusqu'à la fin des temps, et les écologistes modernes qui vont finir par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions». D'Anne Lauvergeon, on pourra dire ce qu'on veut, sauf qu'elle ne sait pas faire une analyse pertinente des forces en présence chez ses adversaires !

Scylla (le 17-III-2010)

(1) Lors de l'AG de février, une motion est adoptée qui déclare : «Concernant le CLIMAT, le Réseau «Sortir du nucléaire» ne signera aucun texte qui ne condamne pas explicitement le recours au nucléaire». Le débat semble donc tranché. Pourtant, à ce jour, le Réseau reste signataire de l'appel «Ultimatum Climatique». Le Réseau interpellé sur ce point «a le regret» de faire savoir que son CA a refusé à l'unanimité des votants (7 contre) de retirer la signature, car déclare son Directeur administratif : «D'une part, la motion votée en AG était rédigée au futur, et n'était pas présentée comme rétroactive. D'autre part, le CA n'a pas jugé bon de revenir sur la lettre ouverte en date du 1er décembre 2009 qui avait été envoyée par l'ancien CA du Réseau «sortir du nucléaire» aux différents responsables des associations à l'initiative de l'Ultimatum Climatique.»)

A Strasbourg comme ailleurs, le 23 mars a été une nouvelle manifestation saute-mouton

Cet article dresse le portrait de la mobilisation du 23 mars à Strasbourg, alors que le mouvement social semble actuellement au point mort. La manifestation de ce mardi avait pour thématique la question des retraites et l'allongement de la durée de cotisation. A Strasbourg (comme partout), cette journée fut un relatif succès au vu du nombre de manifestants (5000 personnes).



La manifestation était principalement composée de trois secteurs : l'éducation avec la mobilisation lycéenne, les diverses usines en grève (Strasbourg et environs) et le social (cf. article sur le travail social).

L'Education en lutte

Le mouvement lycéen qui a lieu actuellement en Alsace (et en France) s'inscrit dans la continuité du mouvement entamé par les lycées de la banlieue parisienne en réponse aux réformes de Luc Chatel et à la suppression massive de postes sans l'éducation (16 000 postes cette année, mais 45 000 nouveaux élèves). Le mouvement lycéen à Strasbourg a démarré et s'est amplifié, lors de la manifestation du 12 mars où plus (d'un millier) de personnes ont convergé vers le rectorat. Une délégation a été reçue, alors que le reste de la manifestation s'est vu barrer le passage par les forces de l'ordre. Une AG unitaire s'était tenue juste avant le départ en manif au sein de l'Université de Strasbourg. Deux cent personnes, issues de l'ensemble des syndicats de l'éducation ou non-syndiquées, étaient présentes : des personnels et enseignants du secondaire, principalement du technique, appuyés par quelques-uns de leurs élèves. Bien que la tribune ait été cadenassée par les structures syndicales, l'AG a tout de même pris deux

résolutions votées à l'unanimité : d'une part demander le retrait pur et simple des réformes auprès du président de la république et du rectorat, et d'autre part faire remonter à l'intersyndicale (et au niveau nationale) la volonté de la base de l'extension du mouvement vers une grève reconductible. La première résolution avait été préparée à l'avance par les syndicats pour être votée en l'état, alors que la seconde, et c'est ce qui est intéressant, a émané des discussions de l'AG et a été prise sous la « pression » de la base. Mais, pour le moment à Strasbourg comme partout en France, bien que le corps enseignant soit bien mobilisé numériquement parlant, les objectifs restent flous et la « grève générale » reconductible ne semble pas d'actualité.

En ce qui concerne les autres secteurs de « l'éducation », il y a eu un petit mouvement national d'une journée (le 11 mars) dans les crèches municipales. Quant aux universités, c'est le désert politique : aucun appel visible pour une mobilisation collective (pas d'AG, pas de tractage).

Le corporatisme triomphe (exemple la Poste) :

Une grève de faible ampleur a eu lieu au centre de tri de Strasbourg. Tenu par la CGT, le piquet de grève aura permis de perturber la distribution du courrier dans plusieurs quartiers. Le mouvement s'est achevé après deux semaines de mobilisation du fait du peu de gens investis, de revendications corporatistes sans réelle volonté de convergence des luttes et bien évidemment des pressions de l'administration à l'approche des élections (les professions de foi n'étant pas distribuées).

Incompréhension entre les différents acteurs (et secteurs en luttes) de la manifestation :

A Strasbourg, les partis politiques (probablement épuisés par les régionales) ne sont pas déplacés. Ont participé à cette journée l'ensemble des syndicats, les organisations libertaires et les « autonomes ». A Strasbourg, malgré le thème de la manifestation (les retraites), le gros du cortège était composé de jeunes travailleurs et d'un

nombre non négligeable d'étudiants (notamment de l'ESTES, l'école supérieure en travail éducatif et social). A noter la présence massive de pompiers représentant le syndicat autonome mais rassemblés autour de revendications principalement corporatistes. Du fait de la situation de plus en plus précaire des travailleurs, il existe un décalage de plus en plus flagrant entre la centrale syndicale et la base. Malheureusement, même si la base se mobilise, elle ne propose rien et reste dans un état de « suiveuse » de la volonté des directions syndicales qui, elles, n'ont pas l'intention de développer un mouvement fort.

Stagnation ou démarrage d'un mouvement social ?

Cette manifestation s'inscrit dans le troisième tour social, après la victoire aux régionales du PS et Europe Ecologie (deux grands absents de la manif à Strasbourg) elle avait pour objectif de dénoncer la réforme (des retraites) voulue par Sarkozy. Mais, il n'y avait aucune volonté de créer un vrai rapport de force et de mettre en place un mouvement social. Il n'y a pas de réelles perspectives de lutte, les gens sont résignés et se contentent de constater les problèmes et de rester dans des revendications corporatistes. Actuellement, seule l'éducation avec les lycées représente une possible dynamique de lutte. Ainsi, même si nous avons été très nombreux (800 000 au niveau national selon la CGT), le 23 mars reste une énième manifestation saute-mouton. La manifestation de l'éducation du 30 mars, organisée par diverses organisations (NPA, SUD, etc.) semble déjà cadenassée par les responsables syndicaux et politiques.

Nous, le groupe OCL de Strasbourg avons distribué le tract « Marre de se faire balader » (1) qui a été très bien reçu notamment dans les cortèges syndicaux. Ce qui nous amène à penser que nous ne sommes pas les seuls à prendre conscience de l'impasse dans laquelle nous sommes. A défaut d'avoir fait avancer l'idée de changement, nous avons pu au moins profiter de cette charmante journée pour prendre le soleil !

OCL Strasbourg, le 24 mars 2010

(1) <http://ocl.libertaire.free.fr/spip.php?article621>

« Quand la base se rebiffe »

Drôle de pays la Picardie. Plantées au milieu des betteraves, des usines ferment à tour de bras, des syndicalistes dissidents conspuent leurs grands chefs et des médias en mal d'histoires viennent y annoncer encore une fois la fin du monde ouvrier. En nous installant pendant deux mois sur cette plate terre, nous cherchions à en savoir plus sur ce qui animait aujourd'hui le monde ouvrier au moment où les annonces de licenciements se multiplient. Bousculant nos préjugés et nos fantasmes, nous avons partagé, avec ceux qui subissent de plein fouet la désindustrialisation française en cours, des moments de lutte riches en enseignements. C'est à chaque fois une dignité et une solidarité qui se construit parmi ceux qui, face au cynisme et au dédain du gouvernement, du patronat ou des centrales syndicales, refusent de baisser la tête.

CQFD, le Plan B, Fakir..., depuis quelques temps la presse alternative reprend des couleurs. Parmi toutes ces publications une petite nouvelle nous a tapé dans l'œil, c'est la revue Z.

Z c'est d'abord un bel objet (la couverture du numéro sur Marseille est magnifique) mais c'est aussi une démarche originale, la critique sociale itinérante en camion.

Bref un journal qui prend son temps et sort des sentiers battus et qui n'est pas sans rappeler l'esprit des Cahiers de Mai.

L'extrait que nous vous proposons à la lecture est issu du prochain numéro consacré aux luttes dans les usines d'Amiens et ses alentours.

Pour se fournir ce bel objet, pour la somme « modique » de 10 €, contacter-les directement : Z c/o la Parole errante 9, rue François Debergue 93100 Montreuil-sous-Bois www.zite.fr

Pour soutenir toute cette presse la solution c'est l'abonnement ! (en plus de celui à Courant Alternatif bien entendu)

CQFD:
www.cequulfautdetruire.org
CQFD - Le RIRe BP 70054, 13 192
Marseille Cedex 20

Le Plan B :
www.leplanb.org Le Plan B - Service abonnements BP n°1
59361 Avesnes sur Helpe Cedex
Fakir:

www.fakirpresse.info Fakir - 21,
rue Eloi Morel - 80000 Amiens

Le 21 avril 2009, après le rejet par le tribunal de Sarreguemines de leur demande d'annulation du plan social, les 1120 ouvriers de l'usine Continental de Clairoux se retrouvent sur la paille. Ils avaient pourtant accepté, un an plus tôt, de repasser aux 40 heures pour garantir leurs emplois et permettre à la boîte de générer un bénéfice annuel de 17 millions d'euros. « Quand on a vu que les patrons fermaient l'usine, que l'État nous lâchait et que la Justice suivait, on a compris qu'il n'y avait plus rien à attendre de qui que ce soit, si ce n'est de nous-mêmes. On n'avait plus qu'à se battre, et jusqu'au bout », nous explique Didier Bernard, un des piliers du comité de lutte. Furieux d'avoir été salement roulés par un groupe qui ne finit pas de s'enrichir, les ouvriers de Continental gagnent alors la sous-préfecture de Compiègne. Devant le refus du haut fonctionnaire de les recevoir, la colère monte et quelques fournitures de bureau et autres écrans plats passent par la fenêtre. Ce coup de sang débloque immédiatement la situation. Le secrétaire d'État à l'Industrie, Luc Chatel, propose aussitôt une « médiation du gouvernement », et un accord avantageux se conclut : au minimum 50 000 euros d'indemnités de départ et deux années de congés formation pour chaque zigue. « On a réussi à obtenir entre cinq et huit années de salaires, calcule Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental, devenu célèbre pour avoir dénoncé l'apathie des têtes syndicales et taxé Bernard Thibault de « racaille ». Même les gens qui ont un travail aujourd'hui ne sont pas sûrs d'avoir un salaire demain pour pouvoir nourrir leur famille et payer leur maison. » Pas faux. Et puis, pour ceux qui ne voudraient pas rempiler tout de suite, voilà de quoi passer quelques années à l'abri de la galère.

Cette victoire n'est pas au goût de tous. En septembre 2009, le tribunal de Compiègne condamne six ouvriers à des peines de prison avec sursis et à de lourdes amendes. Pour les

Contis, comme l'explique leur communiqué diffusé après la condamnation, le message est sans ambiguïté : « Les condamnations pénales et financières prononcées contre ces six salariés sont un acte de vengeance contre la lutte victorieuse des 1120 travailleurs de Continental Clairoux, et une condamnation pour l'exemple qui s'adresse à l'ensemble des travailleurs du pays, destinée à faire régner un climat de peur contre tous ceux qui refuseraient l'arbitraire patronal et gouvernemental. » Pour criminaliser encore un peu plus la révolte, l'État va jusqu'à réactualiser une loi invalidée depuis 28 ans : « Le tribunal, à la demande du parquet, et donc des autorités gouvernementales, a remis sur pied, en toute illégalité, une loi abrogée à cause de son caractère liberticide, comme l'avait qualifiée alors le ministre de la justice Robert Badinter. L'atteinte aux libertés publiques, par cette réintroduction de la loi dite "anticasseurs", qui permettait, comme c'est le cas dans cette affaire, de condamner des personnes sans avoir de faits précis à leur reprocher, au nom d'une prétendue responsabilité collective qui découlerait de leur seule présence à une manifestation, est une menace grave pour les libertés publiques. D'ailleurs, ceux qui rêvent de s'en prendre à toutes les contestations, ont immédiatement réclamé que soit généralisée à tout le pays, et pour toutes les manifestations, ce qu'ils ont appelé "la jurisprudence Continental". »

Au-delà de cette affaire juridique, que s'est-il passé à Continental pour que cette lutte devienne le symbole de la résistance des ouvriers face à la vague de délocalisations ? Nous prenons la route de Clairoux. Aux pieds de la grande cheminée flanquée du logo orange et noir de la multinationale, environ 600 ouvriers sont venus participer à l'assemblée générale hebdomadaire qui continue à se tenir chaque lundi après-midi. Juché sur un banc accolé au mur de l'usine, Xavier Mathieu prend le mégaphone. En guise d'introduction, le traditionnel « Gérard ? » (prénom du directeur de Continen-

tal France) est lancé. La réponse, joyeusement gueulée à pleine gorge par l'assemblée, est immédiate: « Enculé! ». Tout en finesse, l'AG peut commencer. « On a signé l'accord au mois de juin et on est encore 600 Contis aujourd'hui. Même ceux qui sont en grève n'arrivent pas à réunir autant de monde. » Dans la foule, nombre d'ouvriers portent encore leurs vestes d'atelier noires marquées du nom de l'usine, comme pour signifier que la lutte est loin d'être terminée. « Cette semaine encore, on a lu dans la presse des actionnaires que, étrangement, la filiale qui marche le mieux dans le groupe Continental, c'est celle du pneumatique... Mais la direction de Continental s'est adressée à ses actionnaires en leur disant: « Ne vous inquiétez pas, on va continuer à licencier et à faire plus de bénéfices »... On s'en rend compte, là, de la défection du capitalisme ! Mais l'État sait que s'il veut nous faire un sale coup dans quelques semaines, nous réagirons. Il sait aussi que Continental est prêt à bondir s'il le faut et à aller soutenir les autres personnes qui sont dans la galère. »



Depuis l'annonce de la fermeture de leur usine, ils n'hésitent pas à soutenir les autres boîtes en lutte. Ils se sont rendus à Dreux où les salariés de Philips avaient tenté une reprise de l'usine en auto-gestion, à Amiens pour les Goodyears, mais aussi à Versailles pour apporter leur soutien aux faucheurs volontaires jugés en appel. En route pour cette dernière destination, Didier Bernard et Christian nous racontent comment s'est organisée leur lutte. Très vite, nous racontent-ils, ils ont eu l'idée de faire appel à Roland Szpirko, un vieux loup des batailles syndicales. Dans les années 1990, ce militant de Lutte

Ouvrière travaillait à Chausson, la plus grosse usine de Picardie, qui a connu le même sort que Continental après quatre années de bagarre contre la fermeture. « Roland our nous, c'est une référence au point de vue de la bataille syndicale, explique Christian. On sait que, juridiquement, il tient la route, ce type. Malheureusement, la manière dont les luttes se passent ailleurs, c'est parce que les fédérations ne font pas leur boulot, mais sans doute aussi parce qu'ils n'ont p. C'est important d'avoir des références de lutte comme les Chausson, 68 ou 36. »

« **Foutre en l'air les patrons** » et « donner le pouvoir aux ouvriers », avec un discours qui pourrait sembler ras des paquerettes, Roland Szpirko apporte des outils bien rodés qui ont déjà fait leurs preuves: un comité de lutte transversal où syndiqués et non-syndiqués se retrouvent et des assemblées générales régulières pour soumettre et faire valider les propositions du comité de lutte. Pour Christian Lahague, cette

organisation a été leur atout: « Notre force ça a été de mettre en place des outils de démocratie directe. Ce ne sont pas les syndiqués seuls qui ont négocié le plan social, c'est l'ensemble des ouvriers à travers le comité de lutte et les AG. » Cette organisation horizontale ne s'est pas imposée sans heurts. Si la majorité des ouvriers de la boîte s'y est vite retrouvée, une partie des délégués syndicaux bien en place n'a guère apprécié cette nouvelle donne. « La base a dit : "Maintenant on ne discute plus de mes prochaines vacances, on discute de ma peau, explique Xavier Mathieu. Et ma peau, je ne vais pas te la confier pour que tu ailles négocier à ma place, je vais la défendre moi-même. On a pratiqué le syndicalisme qui existait avant

qu'il ne se fasse rattraper par la bureaucratie. On a adopté la méthode LKP et certains ont dû ravalier leur orgueil! »

Pas étonnant que les ouvriers aient soutenu cette forme d'organisation et remis à leur place les représentants officiels. Pour Continental comme pour Goodyear et Dunlop, où les sections CGT sont très actives, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, n'a jamais pris la peine de se déplacer, ni même de signer le moindre communiqué de soutien. De quoi éprouver une certaine défiance à l'égard des centrales syndicales et des formes actuelles de représentation. Mais si l'on regrette que les confédérations nationales n'aient pas pris la peine de venir ici, on ne s'en étonne pas: « Depuis le temps que Thibault est arrivé à la CGT, il a toujours prôné la modération et le "dialogue". Le problème, c'est qu'il le prône tellement bien qu'il a passé plus de temps à l'Élysée qu'auprès des gens qui se battaient. Il a sûrement pris le goût des petits-fours et maintenant il ne peut plus en décrocher, ironise Didier Bernard. Quand on regarde ce qui s'est passé au printemps 2009, les confédérations ne géraient plus rien, poursuit-il. Ils ont vu que la base leur échappait comme ça a pu être le cas en 1936 ou en 1968. On aurait pu croire à une implosion dans le pays, mais plutôt que de continuer les manifestations et d'appeler à la grève générale, les confédérations n'ont rien fait en espérant ainsi étouffer le mouvement qui les débordait. » Elles n'étoufferont pas la colère des ouvriers de Continental: « En face de nous, c'est pas le dialogue social qu'on entend, poursuit Didier Bernard. Les patrons défendus par l'État n'hésitent pas à fermer puis à faire appel à des milices privées pour déloger les salariés qui occupent leur usine, comme à Molex ou à Lear. »

Les représailles et les intimidations n'auront pas entamé la lutte des Contis. Xavier Mathieu, qui fait partie des six condamnés, ne regrette pas une seconde: « On a perdu notre boulot, on a été condamné par la Justice, mais on a obtenu un plan social assez exceptionnel, et on a gardé la tête haute du début jusqu'à la fin. » Au sein du comité de lutte, on commence déjà à parler de la suite, des formations et autres pistes de reconversion, mais on ne compte pas pour autant désertier: « La lutte n'est pas finie, annonce Didier Bernard. Les Contis, on doit être prêt à se battre, et on doit pouvoir continuer à soutenir les autres qui luttent à Sarreguemines et ailleurs. "Un pour tous et tous pour un !", avions-nous dit au début du mouvement, il faut que cet adage reste le nôtre pour les mois et les années à venir.

La convention 66: un projet de restriction du social au profit du capital

Depuis 2005, la rumeur courait dans le milieu du social. Fin 2008, le projet de refonte de la Convention Collective 1966 (CC66) a été dévoilé. S'il aboutissait, ce projet serait un bouleversement total des valeurs que porte ce secteur.

Notons que ce projet est patronal et non pas gouvernemental. Malgré tout, la visée politique que cette réforme amène, n'est qu'une preuve de plus de la proximité idéologique qui existe entre le patronat, quel qu'il soit, et les décideurs politiques. Le projet de la nouvelle convention, telle qu'elle est actuellement proposée et négociée, instaure une cohérence entre l'évolution voulue pour le travail social et l'évolution économique et sociétale actuelle induite par le capitalisme.

Le but inhérent à cette réforme est une réduction du coût de l'action sociale. Dans le contexte politique dans lequel nous nous trouvons, il s'agit de transformer ce secteur en un marché où l'appel d'offre a déjà fait ses premiers pas. Le milieu du social, censé être un milieu du rapport humain et non de la rentabilité, est ainsi appelé à devenir concurrentiel.

Idéologie du profit contre valeurs sociales

La division du nombre d'associations gestionnaires permettrait une réduction du coût global de l'action sociale, tout en assurant un resserrement des pratiques. En effet, la politique en cours depuis une dizaine d'années, via les coupes budgétaires, crée d'une part une dégradation des conditions de travail de tous les actrices du secteur, et d'autre part, force les professionnel-les à recadrer leur pratique sur une action rudimentaire et cadrée par les dirigeants. L'exigence depuis 2002, de la

mise en place du projet personnalisé, validé par les dirigeant-es des structures (aujourd'hui plus gestionnaires que travailleur-ses sociaux-ales) et par les représentant-es locaux-ales des décideur-euses politiques, est un cadre restrictif qui rend la pratique de plus en plus normée. Cette visée normative est d'autant plus visible que les réformes qui ont touché les formations et les diplômés du secteur vont dans ce sens. Le projet de réforme de la convention appuie la volonté des dirigeant-es de saboter les conditions de travail des employé-es de terrain. Et ceci afin de répondre à la demande politique de réduction des coûts, car lorsque l'on peut se permettre de renflouer les banques et les financements militaires, c'est « l'humain » qui se doit d'opérer des coupes budgétaires.

Ainsi, le projet prévoit de faire des économies sur les primes de retraite, de licenciement et de supprimer la prime d'internat. Ce dernier point permettrait de lésiner sur

Les objets du scandale de la convention 66:

- unification des associations gestionnaires en grand pôle
- repos : seul le 1er mai serait considéré comme un jour férié
- seuls 15 dimanches par an seraient obligatoirement en repos
- disparition des congés trimestriels au profit de 5 jours de congés par an fixés par l'employeur et uniquement pour « le personnel éducatif et d'intervention social »
- introduction de la notion de « travail effectif » qui exclut l'arrêt longue maladie
- les salaires :
 - . seraient fixés sur le poste occupé et non plus sur le diplôme
 - . négociés au sein des structures et non plus sur le plan national, il y serait intégré une part individuelle calculée à partir d'une grille de compétences et d'efficacité
- disparition de la prime d'internat
- diminution de l'augmentation induite par l'ancienneté

les salaires des diplômé-es en les remplaçant par des veilleur-euses de nuit. Dans le même sens, la réforme prévoit de rémunérer les employé-es selon la place qu'ils/elles occupent et non plus sur les diplômes obtenus. Si cela pouvait aller dans le bon sens, par exemple pour un-e moniteur-riche éducateur-riche occupant un poste d'éducateur-riche spécialisé-e, il paraît plus vraisemblable que cette démarche va aller dans le sens de la disqualification des diplômés. Ainsi, un-e diplômé-e éducateur-riche pourra occuper une place de moniteur-riche éducateur-riche, avec plus de qualifications et un salaire moindre.

Rentabiliser la misère

Sur la question des salaires, le projet n'y va pas de mains mortes. Outre la diminution du poids de l'ancienneté qui pourrait entraîner une stagnation des salaires dès la 15e année d'emploi, le projet intègre un processus d'évolution salariale issu du monde marchand et de l'entreprise. En effet, la nouvelle convention intégrerait la part variable dans les salaires: une part collective liée aux plans pluriannuels de chaque structure et



une part individuelle basée sur la notation de chaque travailleur-euse selon une grille de compétences et d'efficacité.

En quoi peut-on juger de l'efficacité, voire de la rentabilité, des acteur-rices du secteur social ? Sur quels critères pourront-ils/elles se baser pour évaluer, expertiser un travail fondé sur la rencontre et l'humain ?

La mise en place de ce salaire au mérite est contraire à l'éthique du sociale. Celle-ci s'ancre dans le travail d'équipe, et non pas sur la concurrence entre employé-es. Par ce choix d'introduire des notions individualistes et de compétition, à l'intérieur même des équipes, les dirigeant-es du social se rendent complices de la politique gouvernementale. En voulant répondre aux objectifs déliquescents fixés par l'Etat, ils/elles cherchent à transformer les travailleuses sociaux-ales en agents au service de l'idéologie dominante.

Mais notre éthique est basée sur le respect et la dignité des personnes. Notre travail c'est l'accompagnement vers l'autonomie et l'épanouissement. Ces valeurs sont en totale contradiction avec l'idéologie capitaliste d'exploitation, d'oppression et de marchandisation des hommes et des femmes.

La question qui se pose aujourd'hui tourne autour de la mobilisation: resterons-nous acteur-rices de nos pratiques ou allons-nous nous transformer en agents de ce système dominant et oppresseur ?

Depuis décembre 2008, la mobilisation s'est créée dans tous les domaines du secteur social avec de belles représentations lors des grandes journées de grève de 2009. Mais elle reste dispersée, malgré la création du réseau des collectifs locaux contre cette réforme. Le 10 juin 2009 une journée de mobilisation nationale a été organisée à Paris. Tous les collectifs étaient présents pour faire entendre leur voix devant le lieu des négociations entre les syndicats patronaux et salariés. La manifestation s'est faite accueillir par une vingtaine de bus de gendarmes mobiles qui ont allègrement gazé les premières lignes de manifestant-es.

Quand la lutte paie... ou pas

Lorsque personne ne parle d'une mobilisation et que celle-ci est réprimée, il ne faut pas craindre d'en tirer la conclusion que les dirigeant-es redoutent un grossissement du mouvement. Dans le climat actuel où tous les secteurs sont touchés par les restrictions budgétaires, les licenciements mais aussi par les mobilisations et les grèves, l'arrivée du secteur social dans ce mouvement global est significatif de l'état de notre société où le capitalisme, par le biais des Etats, abandonne certaines de ses prérogatives, n'ayant plus besoin de la paix sociale.

En tant que travailleuses sociales nous sommes représentant-es du cadre imprimé par le gouvernement. Mais nous sommes aussi en devoir de dire NON

lorsque l'on veut faire de nous des gestionnaires du bétail humain. Il ne tient qu'à nous de remettre en avant les valeurs fondatrices des métiers du social pour qu'elles ne se perdent pas dans la lie du système en place.

En septembre 2009, le premier projet a été abandonné sous la pression. Mais la nouvelle mouture n'est en fait qu'un changement de forme, le fond étant similaire. Un médiateur de la république participe main-

tenant aux cadres des négociations. Ceci a l'unique avantage de clarifier le lien entre les syndicats patronaux et le gouvernement. Car finalement c'est bien dans une visée plus globale que s'inscrit la refonte de la convention 66 : celle de la refonte complète du secteur social et hospitalier.

Géraldine, graine de crapule, Strasbourg, à un moment clé de l'histoire du travail social.

Déligny, empêcheur d'éduquer en rond

« Qu'est ce que tu fais dans la vie? Educatrice spécialisée. » La plupart du temps je me heurte à un silence interrogatif lorsque je donne cette réponse. Qu'est ce que ça peut bien vouloir dire l'éducation spécialisée ? Bonne question. S'agit-il d'aider, d'accompagner les personnes les plus fragiles comme les enfants, les personnes en situation de handicap, les sans-abris ou de les faire entrer dans le rang coûte que coûte ?

Alors que le monde du social est en plein changement, amorcé depuis quelques années déjà, il serait intéressant de se positionner clairement, nous, les travailleurs sociaux, sur ce que nous souhaitons promouvoir pour les gens dans la marge, ceux que la société a rejeté. L'ordre, le contrôle social, la pauvreté et la misère cachées derrière des dispositifs et des politiques sociales de plus en plus excluantes ; ou le droit d'exister et l'acceptation de chacun avec ses différences.

Dans la tendance actuelle à l'uniformisation du travail social les exceptions sont encore et toujours le meilleur moyen de voir la situation d'un oeil nouveau et viennent confirmer la singularité de chaque rencontre et la richesse de ce métier. Prenons l'histoire de l'éducation spécialisée : quelques personnalités ont marqué les esprits par leur vision novatrice et parfois incomprise. Fernand Deligny (1913-1996) en fait partie. Après avoir été instituteur spécialisé à l'hôpital psychiatrique d'Armentières durant la deuxième guerre mondiale, Deligny s'est ensuite impliqué dans des tentatives innovantes de prise en charge des enfants « à problème ». Dès 1945 il ouvre un centre pour jeunes délinquants où tous ont la possibilité de circuler librement et d'en sortir à n'importe quel moment. Les garçons accueillis sont souvent des « évadés » des maisons de correction, et plutôt que de les enfermer de nouveau, Deligny leur ouvre les portes en grand, pour y entrer et pour en sortir. En 1948, avec d'autres personnes militant pour une éducation nouvelle, il fonde « La Grande Cordée » association s'occupant d'adolescents venant d'hôpitaux psychiatriques, de services sociaux, sortant de prison, considérés comme inéducables et irrécupérables. L'association est itinérante, les jeunes vont de ville en ville, utilisant le réseau des auberges de jeunesse et se confrontent au monde du travail par des expériences plus ou moins heureuses d'apprentissage.

Deligny s'est toujours défié des institutions et du conformisme. Tout au long de ses « tentatives d'éducation » il a écrit des ouvrages et des articles sur son travail, ses réflexions et son quotidien partagé avec ces enfants. Graine de crapule. *Conseils aux éducateurs qui voudraient la cultiver* bouscule la vision de l'éducation spécialisée de l'époque et continue à déranger et à remettre en questions les pratiques d'aujourd'hui. Il dénonce la sanction et la punition si souvent utilisées comme méthode soi disant éducatives par des professionnels exténués et à bout de souffle : « Si tu coupes la langue qui a menti et la main qui a volé tu seras, en quelques jours, maître d'un petit peuple de muets et de manchots ». Au lieu de la répression, Deligny conseille le jeu, le partage, le laisser-vivre : « Sais tu chanter, improviser une histoire de pirates, marcher sur les mains, imiter les cris d'animaux, dessiner sur les murs avec un morceau de charbon ? Alors tu auras de la discipline. » Ces citations résonnent étrangement à nos oreilles alors qu'on enferme les enfants délinquants et que les prisons sont pleines à craquer. Car ce que Deligny nous transmet ce n'est pas seulement un manuel pour éducateurs de jeunes marginalisés mais aussi une alternative à une société qui exclue en voulant dresser ses éléments perturbateurs, en coupant systématiquement tout ce qui dépasse.

Céline, Strasbourg, le 26/03/2010



Conseils de lecture :

Fernand Deligny, *Graines de crapules. Conseils aux éducateurs qui voudraient la cultiver* suivi de *Les Vagabonds efficaces*, 1945, ed. Dunod

Fernand Deligny, *Pavillon 3*, 1944, ed Opéra

Fernand Deligny, *Les vagabonds efficaces et autres récits*, 1947, ed Maspero

Fernand Deligny, *A comme asile*, 1999, ed Dunod

Rosarno : L'alibi du racisme et de la 'Ndrangheta

Nous portons à la connaissance de nos lecteurs cet intéressant commentaire paru dans Il Quotidiano della Calabria. Ce peut être une bonne clef de lecture des événements de Rosarno, mais certains passages courageux et sans détour peuvent aussi fournir matière à réflexion sur le triste phénomène du "business" de l'anti-Mafia qui profite largement à certains pseudo-intellectuels mais en rien à la lutte contre la Mafia. En effet, si « de la Mafia on meurt, de l'anti-Mafia souvent on vit ». Et même bien. G.P.

Quelques semaines se sont écoulées depuis les événements de Rosarno, qui sont maintenant reconstitués en détail et commentés en abondance par les médias. Si bien qu'il devient possible de faire un point, même provisoire, sur ce qui s'est passé et sur ses causes présumées.

Disons d'emblée que, à nos yeux, les émeutes de Rosarno sont le signe précurseur d'un scénario inédit et pervers qui semble se dessiner pour l'agriculture du Sud, en particulier celle des grandes plaines. Or, les faiseurs d'opinion des journaux du Nord ont préféré, eux, chercher la genèse des événements dans la pulsion xénophobe, sinon franchement raciste, qui habiterait l'âme calabraise ; quant aux commentateurs des journaux du Sud, ils se sont pour la plupart ralliés à l'idée que tout provient des clans de la 'Ndrangheta : ce sont leurs chefs qui ont fomenté la révolte, chez les ouvriers agricoles noirs comme chez les citoyens italiens de la Plaine.

De notre point de vue, ces deux explications contribuent à obscurcir alors qu'elles auraient dû, en principe, clarifier. Et toutes les deux débouchent sur cette incantation insensée : plus d'Etat dans le Sud ! Comme si, pendant les cent cinquante ans qui nous séparent de l'unification de l'Italie, cette stratégie n'avait pas fait suffisamment de dégâts.

Voyons les choses de plus près.

La xénophobie (la peur de l'étranger) comme le racisme (le refus de considérer comme de la même nature que soi ceux dont les traits sont différents) – sentiments, ou ressentiments, que l'on retrouve malheureusement souvent chez l'Homme – sont évidemment présents chez les habitants de Rosarno, comme ils le sont à Trévis, à Biella ou dans le canton des Grisons. Mais affirmer que ces préjugés déplorables ont une telle importance qu'ils façonnent la mentalité calabraise est contraire à l'évidence. Depuis des siècles, dans notre région vivent côte à côte, réparties en peau de léopard, des minorités diverses par l'origine ethnique, la langue et la religion. Dans les vingt dernières années, quelques cas d'intolérance ont bien été relevés vis-à-vis des forestiers, les gens du dehors, mais beaucoup plus rarement que dans le reste de l'Europe ; et à l'inverse, que ce soit à Rosarno à Badolato, à Riace ou à Soverato, les exemples d'accueil et de solidarité envers les immigrés n'ont pas manqué, comme le montre très bien le dernier film de Wenders. Ce qui nous amène à conclure que la clé de lecture du racisme est vague, expéditive et frustrante.

Quant à l'attribution de la responsabilité des événements de Rosarno à la 'Ndrangheta, elle ne s'appuie pas sur des études documentées, des enquêtes ou des reconstitutions. Elle renvoie plutôt à une façon de voir les choses non étayée, voire mythique, que l'on pourrait formuler ainsi : vu l'omnipotence démoniaque de 'Ndrangheta, tout ce qui se passe à Rosarno, comme tout ce qui ne s'y passe pas, s'explique en dernière analyse par la stratégie mafieuse. Les criminels ne pouvant pas ne pas savoir, ils tirent toutes les ficelles. Ici, la 'Ndrangheta est devenue une sorte de « cause absolue ». Une inversion simplificatrice des causes et des effets est à l'œuvre dans ce mode de raisonnement : ce ne sont pas les conditions socio-culturelles des villes de la Plaine qui génèrent et régénèrent la 'Ndrangheta, mais la criminalité qui crée ces conditions.

On remarquera que cette façon de rendre la 'Ndrangheta responsable de tout, à la faveur des professionnels de l'anti-Mafia, pour parler comme Sciascia. Ceux-ci, tout en s'assurant ainsi quatre salaires pour le pot-au-feu, finissent par absoudre de toute responsabilité dans la dégradation de la vie des citoyens calabrais, les politiciens nationaux et locaux, ainsi que toute la classe dirigeante de la région, entrepreneurs, journalistes et universitaires compris.

Il vaut la peine d'insister sur la véritable inconsistance de ces explications : d'un côté, le pouvoir de nuisance de la 'Ndrangheta est démesurément amplifié, on lui attribue une stratégie des plus astucieuses et une efficacité paranoïaque ; de l'autre, on la tient responsable d'actions et de gestes

qui se révèlent imbéciles, inconsistants et suicidaires plus encore que criminels.

En effet – pour ne prendre qu'un exemple – quel intérêt pourrait bien avoir la 'Ndrangheta à fomenter des révoltes dans le territoire qu'elle contrôle ? Vu la dimension internationale de son business, il est bien évident qu'elle a intérêt à ce que ses affaires se fassent dans une certaine paix sociale. Ce que ne favorise guère une arrivée massive de magistrats, de forces de l'ordre, de journalistes et de chercheurs du dimanche.

Le miracle économique des jardins et les conditions de vie des immigrés

A nos yeux, la genèse des événements de Rosarno est à rechercher certes localement, mais, plutôt que dans l'action de la Mafia, dans la structure socio-économique du lieu.

Pour faire ce travail, nous puiserons librement dans les travaux des sociologues de l'Université de Calabre, et en particulier dans la thèse d'Antonio Sanguinetti, *La resistenza dei migranti : il caso Rosarno* (Unical, 2009).

La vie économique de Rosarno (cinq mille familles) s'organise depuis longtemps autour de la production agricole, d'olives et d'agrumes notamment. Les terres, très fragmentées, sont réparties entre un peu moins de 2 000 familles propriétaires, dont chacune possède en moyenne un peu plus d'un hectare – un « jardin », comme on dit là-bas. Jusqu'à il y a quelques années, on comptait plus de 1 600 exploitations agricoles, soit quasiment une par famille, ce qui donnait

du travail plus ou moins en permanence à environ 3 000 journaliers de Rosarno, soit un peu moins de deux par exploitation. Du début des années 90 à 2008, l'aide financière européenne pour l'agriculture du Sud était octroyée au prorata de la quantité d'agrumes produits, ce qui signifiait que, pour chaque hectare, le propriétaire percevait une sorte de revenu foncier annuel, garanti par la bureaucratie européenne, d'environ 8 000 euros par hectare. Pour les 3000 journaliers, il existait la protection sociale de l'INPS : il leur suffisait de 51 jours de travail, cinq en cas de catastrophe naturelle, pour avoir droit à une allocation de chômage pour l'année entière.

De fait, beaucoup de ces travailleurs rosarnais préfèrent, hier comme aujourd'hui, percevoir l'allocation de chômage et trouver ailleurs d'autres boulots, vu que le travail pénible de la cueillette des oranges peut être fait par des travailleurs étrangers totalement flexibles, et pour un coût dérisoire.

Les agrumes de Rosarno restaient ainsi compétitifs sur le marché des produits alimentaires, compte tenu de la stabilité du prix de vente. Mieux, pendant plus d'une décennie, la production des jardins n'a cessé de croître, et la ville a connu une hausse générale de ses revenus monétaires.

A vrai dire, cette augmentation régulière de la quantité d'oranges, produites en l'absence de toute amélioration des techniques agricoles, avait quelque chose d'un acte créatif sorti de rien. Pourtant, aucune des autorités nationales ou locales ne semblait préoccupée par cette « bizarrerie », pas un des nombreux « prêcheurs de légalité » ne s'en est inquiété, pas un chercheur ne s'est montré curieux, et, même parmi les jeunes reporters à la recherche de scoops, il ne s'en est pas trouvé un seul pour y prêter attention.

En réalité, le miracle économique de la plaine tyrrhénienne reposait sur la fraude et le mensonge public ; tout comme, à la même période, la production laitière du nord de l'Italie ou comme, aujourd'hui, la finance créative....

Cela fonctionnait comme suit : les coopératives de petits propriétaires se chargeaient de la cueillette des oranges puis de leur vente aux grands marchés fruitiers et aux industries alimen-

taires du Nord. Ces structures, dirigées à égalité par du personnel politique de centre gauche et de centre droit, géraient les subventions européennes. Comme celles-ci étaient proportionnelles à la quantité d'agrumes livrée par les coopératives agricoles, Rosarno produisait des oranges en grande quantité sur les arbres, mais en plus grande quantité encore sur le papier. Lorsque l'agriculteur apportait une certaine quantité d'agrumes à la coopérative, celle-ci en déclarait trois fois, cinq fois voire dix fois plus sur la facture. Les propriétaires encaissaient ainsi des contributions financières gonflées, qui revenaient pour une part fort modeste aux paysans, dont on s'assurait ainsi la complicité collective à peu de frais. Quant à celle des chômeurs de Rosarno, c'était, on l'a vu, l'INPS qui y pensait, avec ses listes falsifiées et interminables d'ouvriers agricoles pour lesquels les contributions dues n'étaient pas versées.

Sur la base de cette fraude massive, plusieurs autres fraudes s'étaient développées

autour des fonds européens. De nombreuses entreprises étaient nées qui transformaient les oranges de papier en jus de papier – comme il se doit.

A partir des années 1990 et jusqu'à récemment, un mode de production insolite a pris forme à Rosarno, où s'entrecroisent les époques, ou plutôt les temporalités diverses. Des temporalités qui, dans l'histoire de l'Occident, s'étaient articulées sur le mode de l'avant et de l'après apparaissent à Rosarno toutes en même temps.

Il y a la temporalité protocapitaliste, celle de l'accumulation primitive. A celle-ci participent aussi bien les propriétaires de jardins que les immigrés qui travaillent comme saisonniers dans ces plantations d'agrumes. Les premiers, « capitalistes miséreux » possédés par le funeste désir de s'enrichir rapidement, ne font pas vraiment dans la dentelle : ils manifestent sans retenue cette férocité sociale, cet esprit animal typique du capitalisme dans sa phase nais-



sante. Ils exercent leur hégémonie sur les ouvriers agricoles rosarnais à travers la pratique toute discrétionnaire des embauches – les vraies, mais surtout les fausses.

Les autres, les immigrés, africains en majorité, sont, comme au temps de la manufacture dans l'Angleterre du début du XIXe siècle, force de travail nue, privée de couverture sociale, de contrat et de protection syndicale. Non seulement ils travaillent au noir, comme c'est très souvent le cas en Calabre même pour les citoyens italiens, mais ils perçoivent un salaire inférieur de moitié à celui, au noir lui aussi, de leurs homologues italiens.

A cela s'ajoute l'imbroglia de la protection sociale, dont les règles byzantines nous ramènent à la politique agraire corporative du temps de Bonomi, au régime démocrate-chrétien du second après-guerre.

Enfin, il y a la temporalité postmoderne, celle de la bureaucratie européenne qui, dans sa lumineuse abstraction, finit par favoriser l'agriculture créative, de papier, comme elle a rendu possible la finance créative, de papier justement.

Cet ensemble économique improbable a tenu le coup pendant près de vingt ans ; mais voilà que, il y a quelques années, les premiers grincements se sont fait sentir. L'un des juges assoupis de la lutte contre la Mafia s'est comme réveillé, les premières enquêtes ont démarré et quelques escroqueries particulièrement évidentes ont été mises au jour. Même l'INPS a semblé sortir de sa léthargie : elle s'est mise à revoir le registre des journaliers enregistrés et en a rayé quasiment la moitié. Puis, en 2008, les bureaucrates de Bruxelles, bons derniers, s'y sont mis à leur tour : allarmés par la découverte des escroqueries, ils ont brusquement décidé de changer les critères d'attribution des subventions ; elles ne se calculeraient plus en fonction de la production mais de la surface exploitée.

Du coup, le propriétaire de jardin qui recevait 8 000 euros à l'hectare n'en touche plus qu'à peine 1 500. Cela a suffi à provoquer une forte contraction du nombre des entreprises, dans la production agricole et plus encore dans sa transformation et sa commercialisation.

La crise globale et la lutte de classe dans la Plaine tyrrhénienne

Ainsi allaient les choses à Rosarno quand, l'année dernière, la crise financière mondiale est arrivée jusque dans la Plaine : le prix des oranges s'est écroulé sur le marché international tandis que plus d'un millier d'émigrés licenciés des usines du centre nord se rendaient dans les campagnes du Sud dans l'espoir d'y trouver une source de revenu, même minimale et au noir.

A ce stade, à Rosarno, il a fallu faire face à trois difficultés en même temps : la réduction drastique de la contribution européenne à l'agriculture, la baisse globale de la demande en denrées alimentaires, la

croissance du nombre d'immigrés à la recherche d'un travail. La conjonction de ces facteurs a provoqué un affrontement de classe entre, d'une part, le bloc social organisé autour des petits propriétaires et, d'autre part, des milliers d'immigrés qui, depuis des décennies, avaient l'habitude de travailler comme saisonniers dans ces jardins.

Une image pour résumer la situation : à Rosarno, cette année, la plupart des oranges sont restées sur les arbres, leur prix de vente ne couvrant même pas le coût de production. Là où, il y a quelques années, plus de deux mille immigrés étaient nécessaires pour faire la cueillette, il en a suffi cette année d'à peine deux cents, alors que la crise économique en a fait venir près de trois mille dans la Plaine. Ainsi se sont créées les conditions d'un conflit social : le droit au profit pour le « capitaliste miséreux » contre l'habitude de « l'immigré maure » de tirer chaque année à Rosarno un revenu de survie.

Déjà en décembre dernier, en l'espace de quelques semaines, l'ambiance avait changé.

Les habitants de Rosarno, sous l'influence dominante des propriétaires de jardins, ont commencé à ressentir la présence des immigrés comme excédentaire et inutile ; ceux qui jusque-là étaient des manœuvres travaillant pour eux sont devenus des étrangers vagabonds à renvoyer chez eux ; à renvoyer vite, trop vite pour avoir le temps de leur payer ce travail au noir que certains avaient quand même accompli. Dans un contexte d'incapacité de la Région ou de la préfecture de Reggio à jouer un rôle de médiation politique, un malaise croissant s'est installé, et même une sorte de haine de classe entre Rosarnais et immigrés, quand il ne s'agissait pas de véritable hostilité physique. Dans ces circonstances, il a suffi d'un geste irresponsable ou même d'une provocation volontaire, dont la gravité a été amplifiée par les discours, par les rumeurs, pour allumer la mèche de l'explosion sociale. Mais, répétons-le incidemment, le racisme n'a joué dans tout cela qu'un rôle anecdotique : les immigrés auraient été blonds aux yeux bleus que, dans de telles circonstances, les choses auraient pris plus ou moins la même tournure : celle d'un affrontement social entre entrepreneurs et salariés journaliers.

Tirer la leçon des événements

Les émeutes de Rosarno sont graves, pas tant en elles-mêmes que pour ce qu'elles ont mis en lumière d'une situation socio-culturelle préexistante ; et qui concerne certes la Plaine tyrrhénienne, mais aussi la plaine de la côte Ionienne et beaucoup d'autres lieux de développement (si l'on ose appeler cela ainsi) de l'agriculture méridionale.

Ce qui caractérise cette situation, c'est l'hypocrisie publique. Attention, le pro-

blème, ce ne sont pas les comportements frauduleux, toujours possibles car la chair est faible ; et pas non plus la dimension collective de ces comportements, qui à la limite témoigne d'un certain sens de la coopération. Ce qu'il y a de malsain, c'est l'hommage public qu'ici, en Calabre, toutes les autorités, locales ou nationales, les journaux, les évêques, les directeurs d'école... sans oublier quelques truands notoires, rendent à la légalité. Une légalité invoquée de manière obsessionnelle, comme un exorcisme, bien que le sens commun sache parfaitement de quelles violations banales et systématiques de toute bonne habitude cette légalité dont on chante les louanges est imprégnée. C'est cette hypocrisie publique qui a permis que, pendant des années, les maires, les conseillers régionaux, provinciaux et municipaux, les commissaires préfectoraux, la Protection civile, les magistrats et les policiers, les députés et les sénateurs ignorent les conditions non seulement illégales mais inhumaines dans lesquelles vivaient et vivent des milliers d'immigrés contraints de travailler au noir dans les campagnes méridionales. Comme par un tic nerveux collectif, tous refoulaient la chose, il n'y avait donc pas de responsables. Ainsi, pendant vingt ans, aucune de ces multiples autorités n'a trouvé le moyen de prendre des mesures d'urgence pour garantir aux immigrés des logements, l'accès à l'eau, à l'électricité et aux services d'hygiène, alors que c'était possible de le faire et que cela s'est fait dans d'autres régions.

Notons au passage que l'absence de responsabilités générée par cette hypocrisie publique explique un aspect insolite de ces événements : malgré l'importance traditionnelle accordée à la présence physique dans la représentation méridionale, aucun des leaders politiques régionaux ne s'est montré dans les rues de Rosarno pendant les émeutes – à juste titre puisque les immigrés ne votent pas.

Mais l'hypocrisie n'est pas seulement le fait des autorités locales : les syndicats y participent également à plein titre. En Calabre, on l'a vu, dans le secteur privé, une bonne part du travail salarié se fait au noir. Les grands syndicats ne font rien pour faire valoir la législation sociale dans le Sud ; les contrats nationaux n'y sont pas appliqués, peut-être sont-ils inapplicables. Et pourtant c'est bien la négociation contractuelle centralisée des contrats qui justifie l'existence des syndicats et fournit leurs moyens matériels de reproduction à leurs bureaucraties. Voilà l'hypocrisie dont la vie syndicale calabraise est imprégnée depuis un demi-siècle.

Et puis il y en a une autre, brûlante, blessante, apparue dans la dernière décennie et qui peut se décrire ainsi : alors que la masse de travail vivant qui valorise l'agriculture calabraise s'incarne presque exclusivement dans les corps des immigrés noirs, la *troïka* syndicale, que le poids des retraités a constipée, ne parvient pas ne serait-ce qu'à parler

avec ces journaliers aux mains calleuses. Bref, les seuls travailleurs qui peuplent nos campagnes sont des inconnus pour le syndicat des travailleurs – par choix peut-être, ou par incapacité.

Il ne faudrait toutefois pas oublier qu'à l'hypocrisie publique participe un monde bien plus large que le seul milieu politique et syndical. Ce triste sentiment s'est logé dans l'âme de beaucoup d'entre nous, de presque nous tous, Calabrais. Les seuls à en être épargnés sont ceux qui appartiennent au monde des libres associations, au bénévolat catholique, aux centres sociaux. Et remercions les immigrés de Rosarno d'avoir fait remonter cet état de chose à la conscience de tous.

Quelques modestes propositions pour agir ici et maintenant

Le monde des associations, ces communautés agissantes, est le seul interlocuteur authentique des immigrés, le seul qui puisse leur demander pardon, au nom de nous tous, pour ce qui s'est passé et se passe encore.

Il va de soi que, dans des cas comme ça, les excuses ne passent pas par les mots, mais par les gestes et les actes. En lançant par exemple une campagne de dénonciation de la Région pour l'obliger à mettre en œuvre immédiatement un programme d'urgence de construction de logements dans les plaines et les zones agricoles fréquentées par les immigrés. Une campagne similaire pourrait être lancée en direction des trois universités calabraises pour qu'elles offrent des accès gratuits et des bourses d'études non pas au hasard, comme elles le font déjà pour les Espagnols et les Chinois, mais plutôt à ces jeunes immigrés instruits qui, tout en travaillant dans nos plaines, cherchent à faire des études universitaires. Toutefois, il ne fait pas de doute que, pour le monde des associations, l'objectif principal, la grande voie de la solidarité à offrir aux immigrés, ne consiste pas à revendiquer à leur place, mais à les aider à construire leur autonomie, à s'auto-organiser. En effet, ce n'est pas par la loi, qu'elle soit régionale ou nationale, que le travail au noir peut trouver sa dignité, mais par une organisation consciente de ces immigrés qui permette de renverser un rapport de forces qui leur est aujourd'hui nettement défavorable.

Pour ce faire, il faut, dans l'immédiat, connaître pour agir : il faut ouvrir, en utilisant l'espace des réseaux, une grande enquête de masse qui éclaire, par des films et des entretiens, les histoires et les conditions de vie et de travail des immigrés des campagnes calabraises. Un travail qui reprenne la méthode des enquêtes ouvrières des années soixante, qui à l'époque étaient des outils de connaissance et jouaient un rôle d'impulsion, jacobine parfois, en faveur de l'auto-organisation. Si l'enquête démarre immédiatement,

l'occasion est bonne de convertir la connaissance en actes et vice versa. Depuis quelques semaines la belle idée d'une journée de grève générale circule parmi les immigrés de toute l'Italie – pour les calendes de mars, organisée de façon autonome, indépendamment des syndicats et des partis, comme cela se faisait aux débuts du capitalisme.

Il nous semble que contribuer au succès de cette grève est une bonne façon d'offrir réparation pour ce qui s'est passé pendant

les émeutes de Rosarno. En effet, tout le monde le comprend, le succès de l'initiative provoquerait une prise de conscience en faisant apparaître, en une seule journée, tel un éclair, la puissance coopérative des immigrés – sans lesquels non seulement l'économie mais même la vie civique de la nation apparaît mise à mal.

*Elisabetta Della Corte
et Franco Piperno*

A propos du Collectif Anti-Expulsion Strasbourg :

Cette structure informelle s'est constituée il y a deux ans à la suite du mouvement étudiant de la LRU. Il s'agissait de réunir celles et ceux qui désiraient s'investir dans le soutien aux sans-papiers. L'idée n'était ni d'apprendre aux sans-papiers à se battre, ni de jouer le rôle de RESF. Il s'agissait d'entamer une lutte sur la revendication d'une régularisation de tous les sans-papiers ainsi que de combattre les CRA (Centre de Rétention Administrative) et non pas de faire du soutien au cas par cas.

Les premiers contacts avec RESF (en Alsace) ou la CIMADE (en Alsace) ont été très difficiles, car ces deux structures ne souhaitaient pas s'associer à ce collectif trop "radical" pour elles. Malgré cela, le collectif a réussi à organiser une manifestation (une soixantaine de personnes) et un blocage/ralentissement devant le CRA de Geispolsheim en 2009. Lors de la manifestation des camarades ont réussi à prendre contact avec des "retenus" du CRA. Cette action avait pour objectif d'ouvrir des alternatives d'actions face aux simples "cercles de silence" organisés par les religieux de Strasbourg. Pour l'anecdote, des groupes fascistes ont tenté d'empêcher les "cercles de silence" d'avoir lieu, et il a fallu l'intervention "énergique" des camarades "radicaux" pour les en dissuader. Le RESF 67 (noyauté par le PS) et la CIMADE n'ont pas donné de suite, et ont faiblement soutenu ces diverses actions "non citoyennes". Le résultat a été l'essoufflement du collectif, puis le départ des étudiants (qui composaient une grande partie du collectif) dans d'autres villes.

La préparation du contre sommet de l'OTAN à Strasbourg acheva de plomber le collectif. Celui-ci s'est réactivé, notamment à cause des diverses tentatives de suicides et grèves de la faim qui ont eu lieu dans le CRA. Une nouvelle action de ralentissement/tractage a été entreprise à la fin du mois de mars (une quinzaine de personnes). Le rapport avec les forces de police a cette fois été un peu plus musclé (avec présence de deux idiots des RG en train de photographier les gens), mais sans gravité pour nous.

Cette fois le collectif tente de nouer des liens avec le RUSF (Réseau Universitaire Sans Frontière), avec des anciens de RESF et des membres de la CIMADE. Il faut ajouter que c'est l'ordre de Malte qui s'occupe maintenant du centre de Geispolsheim (le centre est situé dans un ancien fort militaire derrière une zone commerciale). Le centre dispose de deux parloirs, mais un seul fonctionne, à cause des réductions de personnel (excuse bidon vu le nombre de flics qui s'occupent de nous pour empêcher de manifester devant le CRA).

Des visites sont aussi organisées par nous et des anciens de RESF, afin d'aider les gens à l'intérieur. Dans ce centre, véritable enfer aseptisé, les migrants sont drogués aux médicaments pour mieux accepter leurs conditions sans se défendre (sur le plan juridique) et surtout afin qu'ils ne résistent pas lors de l'expulsion. Dans le même temps, l'aide des forces politiques locales (véritable panier de crabe) est très faible. A Strasbourg comme ailleurs, lutter avec des sans-papiers, sera très long et très compliqué, mais reste une lutte incontournable de notre époque.

Quelques individus en forme de funambules

Contact : collectif.anti.expulsion.strasbg@gmail.com

« Avatar »

de James Cameron

« Le meilleur film de l'année 2009, original et enrichissant, avec des décors somptueux et des effets spéciaux superbes. On ressort de la salle émerveillé... » Ce commentaire d'un spectateur sur la production à grand spectacle en 3D d'un James Cameron déjà réalisateur de *Titanic* – fait écho au concert de louanges d'une presse quasi unanime. Charlie hebdo s'est accordé avec le Figaro, Paris-Match, le Nouvel Obs et les revues de cinéma pour attribuer à *Avatar* un maximum d'étoiles. A peine a-t-on pu noter quelques réserves sur son scénario trop Walt Disney dans *Le Monde*, *La Croix*, *L'Huma* ou *Marianne* – et une critique vraiment « contre » dans *Télérama* (1)... mais en pendant d'une critique « pour » dithyrambique sur la qualité des images.

Qu'est-ce donc que ce film dont l'histoire suscite aussi peu de réactions – les prouesses techniques réussissant même à faire dire dans *Marianne* que le héros est « creux à pleurer, mais ce n'est pas le propos » ?

Selon le résumé repris par les médias, en 2054, Jake, ex-marine en fauteuil roulant mais « resté un combattant au plus profond de son être », est recruté par l'armée pour se rendre sur la planète Pandora, où de puissants groupes industriels exploitent un minéral rarissime destiné à résoudre la crise énergétique sur Terre. Parce que l'atmosphère y est toxique pour les humains, ceux-ci ont créé le programme *Avatar*, qui permet à des « pilotes » terriens de lier leur esprit à un avatar – hybride dont le corps biologique, commandable à distance et capable de survivre dans cette atmosphère, est obtenu en croisant l'ADN humain avec celui des Na'vi, le peuple autochtone. Comme sous sa forme d'avatar Jake peut remarquer, on lui confie la mission d'infiltrer les Na'vi, qui gênent l'exploitation du précieux minéral. Mais lorsque Neytiri, leur très belle princesse, lui sauve la vie, il tombe amoureux d'elle et



finir par respecter le mode de vie de son peuple. Il y trouvera sa place à la suite d'une bataille épique contre les Terriens.

Pareille présentation ne rend toutefois pas compte de la charge idéologique que porte cette « jolie fable écolo » – tant du point de vue des rôles sociaux entre les sexes que de l'impérialisme ou de l'écologisme à la mode capitaliste. L'examen des personnages est déjà plus révélateur. Il y a le méchant patron, un capitaliste-technocrate (sans gros cigare, sûrement pour faire plus « moderne ») juste soucieux de profits et dépourvu de tout scrupule ; le méchant militaire, fou à la *Full Metal Jacket* (peut-être aussi pour faire « moderne », et susciter un rejet de lui non tant pour sa fonction que pour son attitude) ; les gentils scientifiques forcément innocents par rapport à leurs recherches et résolus à ne pas voir maltraiter les indigènes, leur cher objet d'étude, parce que dans le « ravissement » devant tant de naturel parfait ; comme héros, un militaire dans l'âme prêt à tout pour recouvrer l'usage de ses jambes ; comme héroïne, une excellente chasserresse, en apparence assez déterminée – la touche femme « moderne » là encore, mais quand même pas féministe... car, très vite subjuguée par l'avatar de sa vie, elle s'en remettra à lui pour qu'il sauve son monde.

Quant aux indigènes respectueux de la nature, ils-elles vivent dans une société hiérarchisée mais qui ignore les conflits parce qu'il y a des sages à sa tête. Que ces « bons sauvages » aient l'air clonés ne retient pas la critique : pensez, des corps si beaux et élégants – racés, allez... Harmonieux de partout, les Na'vi, dans leur allure comme dans leur comportement individuel et social, et tout ça parce qu'ils respectent la nature, précisément, en se fondant dans un décor joliment coloré qui tient à la fois de la BD et des fonds sous-marins.

Face aux vilains pourris par la « civilisation » (?), notre superhéros tombe donc à point nommé, mais on sombre alors dans le religieux car voici le rédempteur, le Sauveur venu d'une autre planète pour secourir le gentil peuple, alléluia ! En domptant l'oiseau (le Saint-Esprit ?) que respectent les Na'vi, il leur prouve qu'il est le plus fort à tout point de vue et les incite à s'en remettre à lui. Vive l'intrusion étrangère quand c'est pour la bonne cause, quoi ! Que ce héros appartienne à une autre civilisation, qu'il soit au hasard bien sûr un Américain et un militaire, ne choque pas le public du film qui s'exprime dessus : grâce à sa maîtrise de la technique, tout finira bien – même si on n'a

pas osé nous proposer ouvertement en *happy end* « Ils se marièrent et eurent beaucoup d'enfants » – et c'est ce qui compte.

On le voit, on tient là une grossière soupe « écolo » assaisonnée à la mode capitaliste. D'une part, le budget d'*Avatar* – prévu à 400 millions de dollars mais ramené à 300 millions, nous fait-on valoir comme si c'était là une paille – montre une fois de plus que les producteurs ont compris les bénéfices à tirer sur le thème de l'« écologie ». D'autre part, le message général servi via les Na'vi est que l'« harmonie » va de pair avec la modération – réglons les tensions grâce à quelque sage médiateur (ici la mère de la princesse ou un grand-prêtre). Les coutumes de ces quasi-clones n'ont pourtant pas de quoi faire rêver, en particulier dans la scène où tous se balancent au rythme d'une musique sirupeuse-lancinante à souhait en se tenant les uns les autres – une espèce de grand-messe certes moins désagréable à regarder que les parades au pas de l'oie, mais la « communion » d'une multitude uniforme en prière extatique ne devrait guère ravir que les mysticos à la recherche d'absolu, non ?

La propagande est à dénoncer dans les « démocraties » comme dans les dictatures – et dans les œuvres de fiction comme dans la « vraie vie » car il n'y a qu'un pas entre les deux. Pour preuve : devant les records battus par *Avatar* au box-office mondial, l'ONG Survival International a interpellé Cameron afin qu'il vienne en aide à la tribu des Dongria Kondh, établie dans l'Orissa, à l'est de l'Inde. En effet, la compagnie britannique Vedanta Resources exploite la bauxite que renferme des collines sacrées aux yeux de cette tribu ; et non seulement elle pollue les cours d'eau et dévaste les forêts, mais elle multiplie menaces et intimidations pour chasser les Indiens de la région... Si la lutte pour leur survie est évidemment à soutenir, le recours de l'ONG à un metteur en scène pour la populariser constitue du très mauvais cinéma – et que pourrait-il bien faire, hormis des effets spéciaux supplémentaires dans les médias sur un thème porteur ?

Vanina

(1) « Au cœur de cette interminable transposition westernienne (...), la morale pro-Indiens prendra la forme d'un gros gloubi-boulga écolo et d'une exaltation panthéiste crypto-miyazakienne. Les deux sont d'un tel simplisme, d'une telle bêtise qu'on ne craint de vexer aucun croyant (écolo ou panthéiste) en recommandant la fuite ou le fou rire. »

Le Temps des Grâces

de Dominique Marchais



*La période est faste. Son titre ne le révèle guère, après *We feed the world*, *La terre des hommes rouges*, *Food inc.*, *Herbe*, voici un nouveau film sur la destruction des modes de vie, des campagnes et des sociétés par le mépris du peuple et de la vie, la cupidité et le productivisme. On y voit, on y entend comment des paysans ont cru aux illusions de la chimie et de la mécanisation à tout va.*

Comme on entre en religion. Emballés dans une apparence de rationalité, les messages propagandistes martelés par des délégués et des élus détournés leur ont inoculé l'espoir d'un progrès magique ouvrant sur une ère de prospérité et de facilité. C'est ce qui les a fait tomber d'un coup dans tous les pièges des représentants du grand commerce.

Les connaissances acquises durant des siècles et des siècles d'études et d'essais sur le terrain ? Ridiculisées. Les savoir-faire ? Radicalement dévalorisés. Les architectures et les matériaux économes, beaux et sains ? Méprisés. Les bocages, les boqueteaux et les sols ? Détruits. Les chemins, les reliefs ? Rasés. Les cours d'eau, les marécages, les tourbières, les forêts galeries ? Détruits. Les plantes et les animaux, sauvages ou fruits de milliers d'années de sélection ? Détruits. L'épouvantable souffrance des animaux dans les "circuits" industriels ? De quoi vous parlez ? L'autonomie alimentaire et industrielle ? Détruite. Les places des hommes dans leurs sociétés ? Détruites.

Ne pas détruire était devenu mal vu. Cela l'est encore.

Il faut voir à quel point les gens de la génération des "trente glorieuses", désormais retraités, ont été intoxiqués par la manipulation. Enfin, il faut relativiser : le film montre surtout des "exploitants" qui ont "réussi" à profiter de la ruine des autres. Eux sont restés, ont grossi, grossi et compté les faillites alentour, sans se poser de questions. Devenus ignorants en quelques dizaines d'années d'application scrupuleuse des modes d'emploi bancaires et industriels, ils n'ont pas grande conscience des conséquences de leur action. Aveuglés par les rendements croissants qu'ils attribuaient uniquement à la chimie et à la mécanisation, ils n'ont même pas encore compris qu'ils "réussissaient" en épuisant la richesse biologique léguée par les géné-

ration précédentes ! En tout cas, ils n'avoueront pas. Dommage que leur babillage ne soit pas contrecaréné par les témoignages de ceux qu'ils ont contribué à exclure de leurs métiers et de leurs campagnes. Le bilan du grand démembrement de la paysannerie vu par des exclus du système réfugiés en banlieue, avec des enfants en difficulté, aurait été plus intéressant. Cela, seul, mériterait une étude et un film. Heureusement, *Le temps des grâces* comporte aussi quelques belles interventions de Lydia et Claude Bourguignon, et Marc Dufumier, qui donnent les éléments essentiels pour apprécier l'ensemble de la situation et corriger les propos inconséquents.

Là où l'on peut rejoindre le propos d'exploitants qui, à propos du vivant, parlent de "matière première", de "minerai", et ne voient dans les haies et les bosquets que des décorations paysagistes, c'est sur le maintien des prix agricoles au plus bas niveau. Rappelons que c'est une politique qui a été ouvertement décidée dès les débuts de la Cinquième République pour ruiner les campagnes, produire à outrance et exporter en ruinant les autres. Une conception technocratique de la création de richesses par la dévitalisation généralisée, signée Louis Armand et Jacques Rueff.

La grande déstructuration dont le film donne un aperçu a commencé avec l'interdiction des langues régionales dans la France du XIXème siècle. La Première Guerre Mondiale a bousculé profondément la paysannerie et ses cultures tandis qu'aux USA on commençait à réfléchir à l'établissement d'un ordre capitaliste mondial, ce qui allait donner naissance au CFR en 1921. Avec la Seconde Guerre Mondiale s'est vraiment révélée la planification d'une systématisation de l'exploitation par le moyen d'une déstructuration sans précédent. Peut-être déjà cette guerre, au moins en partie, en tout cas toutes celles qui ont suivi ont servi à maintenir une tension extérieure pour affaiblir et détourner l'attention afin de déstructurer davantage. La déstructuration des sociétés et de leurs écosystèmes est aussi une guerre, la guerre du capitalisme dérégulé contre la vie. Et, là, pas de déclaration de guerre, pas de convention internationale pour protéger les populations, pas de casques bleus, pas d'aide humanitaire... La Seconde Guerre Mondiale, c'est la conférence de Bretton Woods et le lancement des institutions internationales dont chacun doit connaître, aujourd'hui, le triste bilan, c'est le plan Marshall et la conquête des marchés au détriment des économies autonomes, c'est le grand essor de la globalisation de la spéculation.

Cette offensive capitaliste généralisée a eu pour conséquences la réification du vivant et sa réduction en matière première, minerai, ressources et marchandises, la dis-

solution des relations sociales nombreuses et complexes, d'innombrables faillites, l'exil vers les banlieues et la désertification des campagnes. Comme le démontre l'histoire de la conférence de Bretton Woods, elle n'a pu être réalisée qu'avec le détournement des fonctionnements démocratiques par les lobbies financiers et industriels, cela à tous les niveaux des Etats, des syndicats professionnels, des coopératives, des médias. C'est pourquoi je l'appelle : la grande déstructuration. Affaiblir pour manipuler et manipuler davantage pour briser les dernières résistances.

La réponse à ce joli programme est venue assez vite. Elle a beaucoup mûri dans les années cinquante et a émergé avec les différentes révoltes qui ont généré le mouvement alternatif ; dont les régionalismes, le courant autogestionnaire, l'écologisme, le féminisme, etc. C'était le temps de la plus grande conscience du processus de spoliation en cours, le temps où, en France comme partout ailleurs, on pouvait encore sauver l'essentiel et reconstruire avec l'aide de tous ceux qui n'avaient pas encore perdu leurs savoir-faire. L'alerte fut chaude pour les prédateurs. Mobilisées pour l'offensive mondialisée et exaltées par son succès, les troupes de la domination étaient fin prêtes pour étouffer toutes les contestations et détourner l'attention afin qu'elles ne resurgissent pas avant longtemps. Les émissaires de l'oligarchie du capitalisme mondial ("power elite"), et leurs serviteurs disséminés aux postes stratégiques (en particulier, dans les médias), pénétrèrent le mouvement social, en évacuèrent les éléments actifs et se substituèrent à eux pour pouvoir éteindre l'incendie. C'est sur l'élan de ce nouveau sabotage social qui faisait définitivement place nette aux prédateurs que fut lancé, avec l'appui des mêmes, la seconde vague de déstructuration : le néolibéralisme qui balaya les années 1980/90, sans plus rencontrer de résistance notable.

Le temps des grâces reste dans les campagnes. Il ne dit rien de cette histoire qui éclaire leur destruction et pourquoi il n'a pas été possible d'enrayer le processus. Il survole trop vite plusieurs domaines interdépendants sans préciser assez leurs relations. Mais il donne les éléments d'un terrible constat : les vaches laitières de la filière industrielle ne tiennent plus sur leurs jambes à 4 ou 5 ans au lieu d'une vie de 25 ans entre prairies et étable, les vignes sont épuisées 80 ans à 120 ans avant l'échéance, les sols sont morts, et l'enseignement agricole porte toujours sur les modes d'emploi des lobbies industriels, en oubliant des détails tels que la vie du sol et l'écologie. C'est l'essentiel pour comprendre où nous en sommes.

Alain-Claude

Y a-t-il plus de répression qu'avant, comme on l'entend souvent ?

Face à l'idée, souvent colportée par la gauche mais fréquente également à l'extrême gauche, d'une répression accrue avec l'ère Sarkozy, précisons d'abord ce qu'on appelle « avant »...

Certes, le recours aux méthodes brutales par le pouvoir a augmenté ces dernières années, comparé aux précédentes. Mais on raisonne là sur une très courte période, car en 1986-1988 par exemple, soit à l'époque du tandem Pasqua-Pandraud à l'Intérieur – avec Chirac comme Premier ministre et Mitterrand comme Président –, entre les innombrables « bavures » policières dans les banlieues, les opérations contre les mouvements corse et basque (en même temps que les GAL, Groupes antiterroristes de libération, assassinaient les réfugiés basques), puis avec le massacre par le GIGN des indépendantistes kanak réfugiés dans la grotte d'Ouvéa, les forces de l'ordre ont beaucoup utilisé la violence ; quant aux épisodes de l'Histoire où il en a été fait usage, de par le monde, contre la classe ouvrière, ils n'ont jamais manqué.

En revanche, on peut dire avec certitude que sous le règne de Mitterrand, et en particulier avec le gouvernement Jospin de la « gauche plurielle » les pratiques contestataires ont quelque peu mollies et l'engagement militant radical s'est réduit (en se cantonnant pour une bonne part à l'« antifascisme » – contre le FN). Dans l'après-68 et jusqu'à la sinistrose et à la « bof génération » des années 80, on se méfiait davantage de la police – les consignes minimales étant de ne pas aller aux manifs avec son carnet d'adresses, de ne pas parler de n'importe quoi n'importe où et à n'importe qui... – et on croyait davantage en un changement possible de société.

Mais si l'idée de révolution est à l'évidence moins ancrée dans les esprits qu'il y a un demi-siècle, il faut là encore relativiser l'explication qui en est couramment proposée, à savoir l'« intégration de la classe ouvrière » – car cet argument était déjà donné... avant Mai 68, où on déplorait que le sentiment d'avoir toujours un petit quelque chose à perdre dissuade cette classe de s'engager dans une démarche révolutionnaire.

Enfin, si la droite aujourd'hui au pouvoir recourt davantage que la gauche aux méthodes musclées, n'ayons garde d'oublier que ladite gauche a largement contribué à lui en donner les moyens. Ainsi la définition de la « délinquance » a-t-elle évolué sous Mitterrand – l'idée se répandant alors qu'il n'y avait plus lieu de s'opposer à l'Etat, de se plaindre ni de parler de lutte des classes puisqu'on était sous un gouvernement socialiste. Les problèmes économiques et sociaux n'ont plus été considérés comme pouvant justifier des actes délictueux et,

depuis, nombre de militant-e-s sont taxés de « délinquants ».

De multiples facteurs favorisent l'accroissement de la répression en France :

- La nécessité pour le capitalisme d'une expansion. Afin d'augmenter ses profits, il recherche sans cesse de nouveaux marchés, mais aussi de nouveaux lieux de production, et la mise en compétition des travailleur-se-s au niveau international, notamment avec les délocalisations, entraîne un durcissement des rapports de classe et de la conflictualité dans la société française comme ailleurs en Occident.

- La volonté de la droite dure décomplexée qui est au gouvernement de stigmatiser les militant-e-s, et d'imposer agressivement son ordre social, en réprimant toute contestation globale de la société. Sont visées toutes les personnes qui ne sont pas encore intégrées ou qui refusent de l'être (une certaine jeunesse...), mais aussi celles qui sont rejetées par le système parce que devenues inutiles pour lui (ouvrier-ère-s au chômage du fait des délocalisations...).

- Le désir qu'a le pouvoir d'obtenir par la politique sécuritaire un consensus sur le dos des catégories sociales criminalisées car il doit toujours avoir un ennemi pour renforcer son emprise sur la société. Les tenants du capitalisme n'ayant plus le « communisme » de l'Est à désigner comme tel, ils pointent depuis des années un autre ennemi, l'islamisme, sur le plan international et national, mais aussi, à l'intérieur des frontières, ces catégories sociales criminalisées. La coercition qui s'exerce a donc pour objet de maintenir et renforcer une certaine cohésion autour de l'Etat, par un effet dissuasif sur les acteurs et actrices des mouvements sociaux mais aussi plus largement, en incitant le reste de la société à ne pas bouger et à se contenter du « consensus mou » qui va de pair avec l'intégration et la consommation ou l'aspiration à celle-ci. Il s'agit de figer la vie sociale en désignant à la communauté un bouc émissaire de tous les maux et problèmes apparaissant (par exemple, les sans-papiers qui viennent manger le pain des Français en cette difficile période économique). La « crise » aide ainsi à faire accepter davantage de répression.

- L'extrême latitude laissée à la police pour sévir. Il y a une militarisation des forces de l'ordre, et elles savent que le pouvoir est d'accord avec les interpellations et

autres opérations de choc, les tirs au flash-ball, gardes à vue ou montages de faux dossiers. Dans le même temps, tout un arsenal juridique permet au gouvernement de s'appuyer sur la loi pour agir à sa guise – le refus de prélèvement d'ADN étant une arme de plus. La politique sécuritaire a été testée au moment des révoltes des banlieues, mais les lois sécuritaires ont été élaborées à la fois par la gauche et la droite – contre les « sauvages » de Chevènement au départ... –, et la gauche s'est seulement abstenue, lors du vote sur le couvre-feu dans les banlieues en 2005. Les prostitué-e-s comme les jeunes font les frais de cette politique depuis des années.

- Le rôle des différentes institutions – notamment la justice et l'école – et des médias, qui appuient le discours sécuritaire en le justifiant le plus souvent, et en l'intégrant dans leur campagne de « victimisation » pour infantiliser les gens et les transformer en assisté-e-s (avec le « soutien d'experts » face au moindre « choc psychologique »...). De même que la météo nationale incite à rester terré chez soi à l'annonce d'une perturbation, il faut convaincre les populations de tout déléguer à « leurs » dirigeant-e-s, les rendre de plus en plus dépendantes par rapport à eux ; alors, on leur donne des jouets à acheter pour les occuper afin qu'elles s'en remettent aveuglément au pouvoir en ce qui concerne la gestion des « affaires publiques ».

- L'intégration renforcée des centrales syndicales, qui participent largement au « consensus mou » en planifiant quelques Journées d'action bidons pour désamorcer la révolte sociale, et ne se soucient guère aujourd'hui que d'être reconnues comme partenaires à part entière des gouvernants à l'échelle européenne. A la base, inversement, on voit toujours plus de gens en réaction contre elles subir les foudres du pouvoir.

- Tandis que les anciennes générations militantes sortent peu à peu de leur amnésie à l'égard des pratiques coercitives exerçables par tout pouvoir, l'absence d'expérience des jeunes générations face à la violence les laisse facilement démunies (en grande partie sans doute parce que le passage de relais intergénérationnel s'est trop peu fait). En dehors des cités, beaucoup de jeunes ne sont habitué-e-s qu'à une violence virtuelle, mise en spectacle dans les jeux vidéo, les films... Et même cette violence-là est fréquemment critiquée dans la société consensuelle, le discours dominant étant qu'il ne faut ni troubles ni dérapages, mais du « soft » partout, pour que chacun-e dans sa bulle puisse consommer en paix. On s'emploie en tous lieux à nous convaincre que le « bonheur » doit être



recherché au niveau individuel, dans la famille ou le couple, ainsi que par le biais de petites retouches de la société existante pour l'« améliorer ».

• Enfin, la forte diffusion de la peur face à la répression – peur qui découle de tous les facteurs énoncés ci-dessus et est l'objet du présent dossier. Elle tend à faire ou fait naître l'envie de ne plus bouger. Familles, avocats, amis multiplient les conseils de prudence à l'attention des militant-e-s : Attention, si vous faites quoi que ce soit, vous allez attirer la répression sur vous et provoquer son aggravation de façon générale. Regardez, le port de cagoules en manifestation a entraîné le vote d'une loi anti-cagoule ; la sortie de mineurs le soir malgré le couvre-feu imposé dans quelques villes, son extension au pays... Bref, se répand l'idée que si l'on ne cède pas aux injonctions de l'ordre établi on risque d'avoir à en subir un encore plus dur. Cela va donc dans le sens de ce que recherche l'Etat – même si souvent le discours tenu par les proches n'est pas de ne rien faire, mais plutôt d'essayer de trouver quelque chose d'autre à faire, de moins dangereux.

Mais les mauvais jours finiront !

Ces diverses raisons mêlées font qu'aujourd'hui il n'y a plus guère de tolérance à l'égard de ceux et celles qui troublent la paix sociale en manifestant par des actes leur volonté de la modifier – même si c'est pour s'y intégrer, comme les sans-papiers le plus souvent, alors qu'on ne veut pas leur faire la place.

Il ne faut pourtant jamais oublier que le changement est une question de rapport de forces et que la situation présente demeure modifiable par nous. Dans le contexte économique actuel, ce rapport de forces est favorable aux tenants du capitalisme, qui s'emploient à maintenir dans la population une soif de plaisir individuel, une quête hédoniste très égoïste empêchant l'extension des luttes existantes et la constitution de solidarités entre elles. Ils ne peuvent pourtant dissimuler que les rapports de classes sont de plus en plus antagoniques – avec la paupérisation et la précarisation accélérée des classes moyennes et ouvrières ainsi que l'enrichissement constant des très riches – et que, face à cette réalité, les explosions sociales sont appelées à se multiplier. C'est pourquoi, quel que soit le degré de répression, mettons tout en œuvre pour favoriser les résistances et tisser des liens entre les luttes menées contre l'ordre établi, partout où c'est possible !

Vanina

Surveillance totale ou totale paranoïa ?

Contrairement à l'idéologie officielle, la répression n'a pas pour vocation d'être éducative, elle existe pour faire peur et pour séparer, par tous les moyens, le bon grain de l'ivraie de la société, essentiellement dans les classes laborieuses. La répression permet aussi de stigmatiser l'ensemble d'une classe laborieuse qui a toujours été perçue comme une classe dangereuse. La répression n'a donc pas pour objectif de remettre dans le « droit chemin » mais de mener une véritable guerre de classe.

Ainsi, dans le dernier opus législatif français, le délit de solidarité qui condamnerait notamment les personnes qui hébergent des sans papiers est un outil de répression qui est essentiellement utilisé dans un but de dissuader plutôt que de condamner réellement : les sanctions sont aujourd'hui faibles et les hautes sphères du pouvoir rechignent même à l'assumer. Mais en parler déjà, c'est en faire la publicité, c'est véhiculer la dissuasion, c'est entériner la peur de la répression, bien plus que sa propre réalité.

Du côté militant, notre paranoïa est essentiellement alimentée par les rumeurs véhiculées par l'état concernant leurs nouveaux outils de surveillance. Nous aurions ainsi un travail à faire sur les réelles capacités de ces nouveaux appareils. Nous connaissons toutes et tous les débats incessants sur la présence des téléphones portables lors de nos réunions. En sachant qu'un téléphone c'est aussi un micro et un émetteur, les faut-il éteints, séparés de la batterie d'alimentation, complètement éloignés ? Face à cette technicisation de la répression et à l'absence évidente de connaissance réelle, la paranoïa développée comme élément de radicalité se développe, accentuant les questions de forme plutôt que celles plus intéressantes du fond politique.

De toutes les façons, il est important de revenir à ce que nous pouvons quantifier de la surveillance. Il y a ainsi une disproportion indéniable entre les moyens mis en œuvre et la répression réelle. L'Etat n'a pas les moyens humains de traiter toutes les informations de sa surveillance. On le voit actuellement avec le vote de la loi Hadopi sur le téléchargement sur internet. La brigade de police qui va se charger de « choper » les pirates n'est constituée que d'une petite dizaine de personnes. Face à une pratique qui concerne plusieurs millions de personnes, on voit bien que la loi est faite pour faire peur plus que pour réprimer. Quelques lampistes médiatisés viendront renforcer à moment-clé la machine à faire peur, mais elle n'aura aucune autre efficacité que celle de créer de la crainte et de l'auto-limitation.

Une autre disproportion des moyens mis en œuvre est celui des coûts de cette société à la Big Brother. Enregistrer une écoute téléphonique est pour l'Etat peu coûteux, mais y mettre de l'humain, la retranscrire et la traiter l'est beaucoup plus. Avec la multiplication des appels téléphoniques, l'Etat est incapable de systématiser la pratique. Il en va de même avec les tests de dépistage, de drogue notamment. Seul semble ne pas freiner la surveillance de grande ampleur qu'est la constitution du fichier génétique et donc la systématisation de la prise ADN, car sur cette question, c'est une volonté concertée de tous les Etats qui en ont les moyens.

Nous ne pouvons pas oublier que dans les grains de sable de la répression continuent de se dérouler les « guéguerres » historiques des polices et les intérêts corporatistes divergents des magistrats et des flics.

L'augmentation de la peur de la répression s'est aussi développée grâce à une médiatisation des fonctionnements des agents de la répression. On a ainsi vu fleurir ces dernières années une somme impressionnante de documentaires (souvent de la télévision) des différents corps de keufs, de bidas, de matons etc. Alors qu'avant cela était « caché » au nom d'une raison d'Etat, cette communication de leurs modes de fonctionnement a pour principal but de recruter de la chair à réprimer, mais aussi de démontrer de facto une force invulnérable et efficace en toute situation. Hé hé... Mais comme le disait Sun Tzu dans l'Art de la Guerre, « celui qui montre démesurément sa force, montre avant tout sa faiblesse »...

Un autre aspect qui devrait nous épancher à moins de crainte est que toute la logique sécuritaire est avant tout une histoire de marché. La rubrique Big Brother de Courant Alternatif est richement nourrie d'exemples liant les décideurs politiques et les marchands en toute sorte.

Il y a donc certes de nombreux outils de surveillance (on pourrait rajouter les multiples cartes magnétiques qui fliquent notre quotidien : cartes bancaires, cartes de transports, carte vitale, etc.), mais ce qui nous paraît important d'impulser c'est de l'éducation dans leur usage et de ne pas sombrer dans un fétichisme du refus, sous couvert d'un habit de radicalité. Des fois on fait avec et des fois, quand l'audace de nos actions politiques le nécessite, on fait sans. Même pas peur !

CJ de Strasbourg, avril 2010

Peur, conscience de classe et solidarité

Cet article est un résumé "étoffé" des diverses discussions de la commission journal de Strasbourg. L'article tente de mettre en relation la question de la peur avec la conscience de classe, en la reliant à la question de la solidarité (et du lien social) dans les mouvements de lutte.

La "puissance des luttes" de la classe ouvrière

Un des aspects les plus frappant du XIXème et du XXème siècle en Europe, est la violence des conflits sociaux, la brutalité de la répression et la force de la surveillance policière. Ainsi, il ne faut pas s'imaginer que les services de renseignements avec les faibles moyens de leur temps étaient incapables de collecter de l'information. Il suffit simplement d'aller dans les archives départementales et de consulter les dossiers des diverses préfectures françaises de cette période, pour voir la précision (noms, impressions, nombre des participants aux réunions et manifestations, amitié avec tel ou tel personne etc.) des détails concernant les luttes sociales (surveillance du PC par exemple) ou les syndicats. Un autre exemple, dans la Russie du XXème siècle, l'analyse de Victor Serge sur les services de surveillance du Tsar montre clairement que, malgré des moyens techniques faibles, la surveillance était énorme dans un pays peu industrialisé. Enfin, en ce qui concerne la répression en Europe (XIXème-XXème siècle), celle-ci était sans commune mesure avec celle d'aujourd'hui. Ainsi, l'épisode de la répression sanguinaire de la commune en 1871, le soulèvement des canuts (en 1831 et 1834), ou la répression orchestrée par Stolypine (surnommé le "pendeur") après la révolution russe de 1905, ne sont que des exemples parmi tant d'autres. Sous Vichy (autre exemple), le mouvement ouvrier évolue dans la clandestinité. Autre continent, en Amérique, ce sont les Pinkerton qui font régner la terreur chez les ouvriers (assassinats, arrestations, etc.) durant les années 1920. En Europe ou en Russie, il n'est pas rare que les manifestations se terminent par des morts, des violences "policières" ou des licenciements en grand nombre (voire des patrons qui n'hésitent pas à fermer l'usine pour faire mourir de faim les ouvriers afin de les faire céder). Il faut préciser que, lorsque les ouvriers vont manifester, ils mettent leur vie en danger et s'opposent au pouvoir. En effet, le "droit" de grève ou le "droit" de manifester ne date pas du Moyen-âge. Manifester c'est imposer un rapport de force et surtout c'est politique. Bien sûr, aujourd'hui, cela ne veut plus rien dire. Enfin, la grosse différence avec notre époque c'est,

qu'en cette période, la classe ouvrière a une culture de lutte et une conscience de classe importante. Les gens ne sont pas isolés, car il existe toute une "sociabilité" (des pratiques, un langage, un comportement etc.) ouvrière ou paysanne qui rapproche et met en relation les individus entre eux. Les ouvriers vivent les mêmes expériences fondatrices et les mêmes formes initiales de socialisation. Enfin, il existe une véritable solidarité du faite de cette conscience d'appartenir au même groupe social, d'avoir les mêmes intérêts et une histoire commune. Ainsi, des "ouvriers-paysans" du XIXème siècle (en France) mènent des luttes dans les Fabriques puis, ils partent se cacher dans les campagnes (d'où ils harcèlent les flics de l'époque) pour se protéger dans les villages. De plus, la mise en place des premiers syndicats ("caisse de grève") témoigne de cette solidarité "spontanée". La presse militante va aussi beaucoup jouer en créant du lien entre les diverses luttes et les zones géographiques éloignées. Enfin, la violence et la puissance des luttes sociales (le "niveau de conflictualité") de cette période sont le reflet de cette solidarité (et donc de la conscience de classe) ouvrière et paysanne.

Les luttes des classes moyennes (aujourd'hui)

Actuellement, la situation des mouvements sociaux est radicalement différente. Outre l'analyse psychologique du confort (télévision, téléphone portable, voiture etc.) dans lequel nous vivons dans notre société, il faut ajouter que la classe ouvrière (et le monde rural) avait une conscience collective. Les classes en "lutte" actuellement sont les classes "moyennes". Celles-ci peuvent être considérées comme une classe moyenne hétérogène difficilement identifiable et dont l'activité est avant tout technique (suppose la connaissance d'un certain nombre de règles, leurs applications exactes, mais rien d'autre). Elle est "commandée" par les grands mouvements économiques et n'a pas de rôle initiateur dans l'évolution de la société (et les prises de décisions politiques). C'est une classe non dominante, à la fois proche des ouvriers, mais qui s'en distingue. Actuellement, cette classe moyenne lutte car elle a peur de perdre des acquis sociaux et son "pouvoir d'achat". Cette classe ne veut pas du frein à

la mobilité sociale, car c'est pour elle le seul espoir que ses enfants, s'ils ne peuvent monter l'échelle sociale, ne la redescendent (se mélangeant aux plus pauvres de notre société). A la différence de la bourgeoisie elle n'est pas entourée de "considération" et pèse de peu de poids dans les décisions économiques. Elle est soumise aux mouvements économiques conjoncturels. Cette classe intermédiaire est dans une situation de dépendance, trop hétérogène, trop soumise aux aléas économiques, pour pouvoir se structurer autour de revendications claires. Dans notre période, la classe moyenne n'a pas la vision de pouvoir augmenter son niveau de vie, mais celle d'être rattrapée par les classes économiquement inférieures. La culture (issue des trente glorieuses) de la classe moyenne est devenue prédominante chez les salariés, y compris dans une large frange du prolétariat. C'est d'ailleurs cette culture de "l'individu roi" (et de la consommation de tout, tout le temps) qui est mise en avant par cette classe pour se distinguer de la bourgeoisie et des ouvriers. C'est la seule chose qu'elle peut mettre en avant (pour se distinguer et mettre une distance sociale), car, comme les ouvriers, elle n'a pas de position stable (propriétaire ou un statut social transmissible) et n'est pas non plus propriétaire des moyens de productions.

Le renouveau d'une conscience de classe et de la solidarité ?

Enfin à notre époque, il n'y a pas de devenir collectif dans lequel les gens peuvent se projeter, on est dans le replis individualiste. Ce devenir collectif a disparu, car il n'y a plus de notion de classes mais une culture de l'individu. Ainsi, la conscience d'appartenir à quelque chose (ou à un groupe social) permet d'avoir des revendications communes. Même dans les quartiers populaires, la solidarité n'existe presque plus (il reste le replis dans sa "communauté" ou servir ses intérêts individuels) par manque de culture politique. Il n'y a pas non plus une "croyance" que la révolution est pour demain et donc personne n'est plus prêt à prendre des coups. Dans notre société malgré la misère, il n'y a pas de révolte car il y a toujours un échelon inférieur et la peur de perdre le minimum que l'on a. Les mouvements sociaux, outre des revendications, se devront de "resocialiser" les gens pour faire renaître de la solidarité. Les luttes sociales et la solidarité font reculer la peur. Lorsque que les "bras de l'usine" se mettent en grève et se radicalisent, la vie dans le travail et le rapport de force avec le contremaître, le patron et le flic change.

Vincent, le 20 mars 2010

« Il n'y a qu'une chose à régler : nos comptes avec le capital et son Etat »

En périodes de crise, comme la période actuelle de crise de suraccumulation, les capitalistes utilisent la politique de la "dette publique" afin de trouver de nouvelles façons d'intensifier l'exploitation. Contrairement aux phases d'expansion capitaliste, lorsque la dette privée augmente, les récessions se caractérisent par l'augmentation de la dette "publique".

L'investissement privé dans des obligations d'État garantit que les profits qui sont extraits de l'exploitation directe et indirecte des travailleurs, en obtenant les gains supplémentaires par les intérêts versés, conduisent, à terme, au renforcement des capitaux du secteur bancaire. Par conséquent, la dette publique, contrairement à ce qui est dit généralement, renforce le capital privé et, à cet égard, devrait être comptabilisée dans ses bénéfices.

Depuis 2008, les institutions financières avaient décidé d'investir principalement dans des obligations d'État qui, presque partout se sont multipliées en raison des politiques globales des Etats de renflouer les banques. Après la crise de la dette souveraine de Dubaï en octobre dernier et l'échec des agences de notation dans leur capacité à la prévoir, ces mêmes agences ont été amenées à baisser la note de la Grèce, à abaisser la valeur des obligations du gouvernement grec et faire monter les Credit Default Swaps [1].

La dette grecque déjà élevée, s'est retrouvée prise dans une dynamique spéculative et un renchérissement de sa valeur. Les dépenses publiques courantes liées au paiement des intérêts ont donc encore augmenté ainsi que les prévisions concernant l'augmentation du déficit public et de la propre dette publique.

Ainsi, dans un climat de terrorisme financier, orchestré depuis des mois maintenant par les médias, un état d'urgence a été décrété en Grèce dans une tentative pour le capital international et l'État grec visant à transformer le pays en un laboratoire d'une nouvelle politique de choc. L'immense "dette publique" et la "faillite imminente du pays" sont les slogans utilisés comme des

Depuis l'annonce des mesures d'austérité prises par le gouvernement socialiste grec, plusieurs journées de grèves et de manifestations ont eu lieu à l'appel des différents syndicats. Les camarades grecs du collectif TPTG (Les enfants de la galère) nous ont fait parvenir les premiers éléments d'information et d'analyse qu'ils en tirent. Nous publions ici une très grande partie de ce texte.



outils efficaces afin de terroriser et discipliner le prolétariat et de légitimer la diminution des salaires directs et indirects, et donc pour limiter leurs attentes et exigences dans une modalité néolibérale exemplaire aux proportions internationales.

Des premières réactions assez tièdes

Les mobilisations ont été plutôt tièdes jusqu'à maintenant et ne correspondent pas à l'état critique de la situation et à la férocité de ces mesures. Il existe un sentiment généralisé d'impuissance et de paralysie, mais aussi de colère qui ne parvient pas à trouver un débouché adéquat. Certes, il y a un mécontentement réel envers la politique de choc que le gouvernement du PASOK met en oeuvre (diminutions des salaires, réductions sur les prestations, augmentation des impôts directs et indirects, allongement de l'âge de départ à la retraite, intensification des contrôles de police, etc.). On peut vérifier ce mécon-

tentement dans les conversations, chaque jour, sur les lieux de travail. Cependant, il y a aussi un silence fragile qui prévaut face à la dictature de l'économie et à l'omnipotence des "marchés". La litanie de l'"unité nationale" est l'un des outils préférés du gouvernement, comme il est prévisible dans ces moments-là ; cependant cela n'a pas encore atteint un point dangereux.

Les confédérations syndicales, la GSEE (la confédération des syndicats du secteur privé) et l'ADEDY (confédération correspondant au secteur public) sont entièrement contrôlées par le gouvernement socialiste et font de leur mieux pour éviter toute véritable résistance contre la récente offensive.

À l'heure actuelle, il semble assez improbable que la crise et la pression exercée sur ces dinosaures par les syndiqués de la base entraîneront des changements majeurs dans leur structure et leur fonction, si l'on considère le comportement presque léthargique de la base de la hiérarchie syndicale où les

cadres du parti socialiste remportent toujours la majorité des suffrages sur la plupart des lieux de travail.

Le 10 février, il y a eu la première grève à l'appel de l'ADEDY avec une participation plutôt faible de grévistes du secteur public. Nous allons essayer ci-dessous de donner une description de la manifestation d'Athènes du 24 février, lors de la première grève générale contre les mesures d'austérité, à l'appel de la GSEE et de l'ADEDY. L'estimation du nombre de grévistes a été d'environ 2 à 2,5 millions. Dans certains secteurs (les ports, les chantiers navals, les raffineries de pétrole, l'industrie de la construction, les banques et les sociétés des services publics), la participation oscillait entre 70-100%. Dans le secteur public (éducation, santé, services publics et ministères, bureaux de poste), la participation était plus faible, se situant entre 20% à 50%.

Les estimations sur le nombre des personnes qui ont participé à la manifestation varient beau-

Notes de la traduction: [1] Ces CDS sont des "produits financiers" spéculatifs basés sur le risque de la dette publique d'un Etat. Autrement dit, plus le pays risque l'effondrement, plus ces produits prennent de la valeur. Les grandes banques – qui étaient il y a peu au bord du gouffre... – gagnent déjà plus d'argent en prêtant à des taux élevés, liés au risque, mais en plus en gagnant aussi grâce à ces CDS. Tout cela dans un climat visant à spéculer (en dollars) sur la baisse de l'euro.

coup. La police parle de 4.000, selon certains médias le nombre a été de 100.000 participants, tandis que d'autres parlent d'environ 9.000 ou 30.000 manifestants. En tant que participants, nous pouvons dire que le chiffre d'environ 40.000 personnes peut être une estimation fiable.

Des traces encore visibles des émeutes de décembre 2008

Cette manifestation a eu deux principales caractéristiques.

La première est la participation notable de nombreux immigrés non seulement "sous l'autorité" des organisations de gauche, mais aussi par une présence diffuse dans le cortège. Nous devons mentionner que la participation des immigrés est actuellement liée à une nouvelle loi pour "la citoyenneté des immigrés", qui crée des divisions parmi eux; entre un petit nombre éligible à la citoyenneté et des milliers de condamnés au

no man's land de l'illégalité.

La deuxième caractéristique est que lors des combats de rue entre la police anti-émeute et les manifestants ceux-ci ne provenaient pas nécessairement du milieu antiautoritaire/anarchiste – dans la plupart des cas, ce fut un combat rapproché, au corps à corps, car le gouvernement socialiste avait ordonné à la police anti-émeute de ne pas utiliser trop de gaz lacrymogène. Il y a eu des vitrines d'agences bancaires brisées, des pillages de magasins commerciaux (librairies, grands magasins, supermarchés et cafés) et, bien que non généralisées, ces actions ont certainement donné un ton assez différent de ce qu'on pourrait attendre des habituelles manifestations de la GSEE-ADEDY. Un incident survenu à la fin de la manifestation peut-être mieux exprimer ce changement de climat. Les manifestants se dirigeaient vers le bas de la rue Panepistimiou où se trouve Kolonaki, un quartier huppé au coeur d'Athènes ; ils

ont alors vu dans le Zonar's (un grand café bourgeois traditionnel et très cher), des clients bien sapés boire du champagne (!) et savourer leurs coûteuses boissons aromatisées. La foule en colère a envahi le café, a fracassé les vitres des fenêtres et des gâteaux ont été distribués entre eux à un prix beaucoup plus abordable!

Ces caractéristiques, à notre avis, montrent l'impact considérable de la révolte de décembre 2008 sur la façon de manifester. Une approbation générale des actes violents contre les flics et les institutions capitalistes telles que les banques et les magasins, était évidente lors de la manifestation. En fait, dans beaucoup de cas, des manifestants ont attaqué les policiers pour les empêcher d'arrêter les "auteurs de troubles". Bien sûr, les appels de la gauche à des "manifestations pacifiques" ne sont pas absents, mais ils semblent vides de sens aux yeux de la plupart des prolétaires.

Il y avait certainement un sentiment général de joie dans cette libération de l'indignation contre les flics et en exprimant ainsi la colère contre les récentes attaques, dans un certain sens, la grève et la manifestation ont fonctionné comme un puissant antidépresseur, malgré son effet temporaire.

Activisme du PC et mobilisations plus amples

Enfin, il convient de mentionner un mouvement spectaculaire opéré par le PC (en réalité par son front des travailleurs appelé PAME [2]) à la veille de la grève : ils ont occupé le bâtiment de la Bourse au début de la matinée avec une banderole surréaliste et assez incompréhensible disant en anglais " La ploutocratie doit payer la crise". Leur but était, selon leurs termes, de « montrer aux inspecteurs de la Commission européenne, à la Banque centrale européenne et au FMI où est l'argent », comme s'ils ne savaient pas ! En fait, les services de la Bourse ont été transférés dans un autre immeuble et les manifestants ont quitté le bâtiment à 14 h. Nous reviendrons plus loin dans le texte sur les pratiques employées par le PC et leur influence.

Le 3 mars, le gouvernement socialiste a annoncé les nouvelles mesures pour le "salut du pays", y compris une réduction de 30% dans les 13ème et 60% dans le 14ème mois des salaires des travailleurs du secteur

public, une réduction de 12% de leurs allocations, une augmentation des prix de l'essence, de l'alcool et du tabac, des impôts ainsi que des réductions budgétaires dans l'éducation et les dépenses de santé. Les premières réactions sont venues du PAME qui a intensifié ses actions spectaculaires de courte durée: occupation du Ministère des Finances et de certaines chaînes de télévision dans les villes de province pendant la journée suivante. C'est le PAME qui, une fois de plus, a été le premier à appeler à des manifestations l'après-midi à Athènes et dans plusieurs autres villes, grandes et moyennes, pour le 4 mars. Plus tard, certains syndicalistes et organisations de gauche, rejoints par le syndicat des enseignants du secondaire et l'ADEDY, ont appelé à une manifestation distincte à Athènes. Étant donné le court délai pour appeler à cette manif et le sentiment général d'impuissance, environ 10.000 personnes ont manifesté dans les rues centrales d'Athènes, d'une manière assez terne, ce qui allait changer quelque peu le jour suivant.

5 mars, première journée de grève générale

Une fois encore, l'initiative de la grève du 5 mars a été prise par le PC qui avait appelé à une "grève générale" ce jour-là et à une manifestation. L'ADEDY et la GSEE ont suivi avec appel à un arrêt de travail de 3 heures, tandis que d'autres syndicats (les syndicats d'enseignants du primaire et du secondaire, des transports publics) ont appelé à une journée entière de grève. La manif de PAME a rassemblé autour de 10.000 personnes et s'est terminée avant que l'autre n'ait commencé. Cette fois, les anti-autoritaires et les plus jeunes ont eu une présence plus visible et l'atmosphère a été tendue dès le début, place Synagma, à proximité du Parlement où le Parti Socialiste allait voter les nouvelles mesures.

Au bout d'un certain temps, le chef de la GSEE, Panagopoulos, a fait l'erreur d'essayer de parler à la foule ; il a seulement obtenu que quelques yaourts atterrisent sur lui, puis de l'eau, du café et finalement des punches. L'étonnant était que les attaques venaient de différentes directions et rapidement ses hommes de main se sont montrés incapables d'empêcher une foule (où certes les anti-autoritaires et les gauchistes étaient en majorité) d'exprimer en pratique leur

[2] Le PAME, Front de lutte syndical, est une émanation directe du PC.



haine contre lui et ce qu'il représente. Il a été poursuivi et frappé jusqu'à l'entrée du Parlement où il a été protégé par la police anti-émeute. Bientôt, une foule en colère s'est rassemblée juste en dessous de l'édifice. Les gardes folkloriques du Parlement ont dû quitter immédiatement les lieux et quelques affrontements ont commencé entre des gens en colère et les brigades anti-émeute. C'est alors que les députés de la coalition SYRIZA [3] ont choisi de faire leur propre action spectaculaire, le déploiement d'une banderole devant l'entrée avec une citation de Breton qui disait «L'être humain est la solution qu'elle que soit la question posée», une phrase qui a probablement mis mal à l'aise les intellectuels anti-humanistes althussériens appartenant à SYRIZA, bien qu'elle puisse être lue de façon social-démocrate selon le slogan actuel favori de SYRISA disant : «le peuple vaut plus que les profits». Lorsque Glezos [4], âgé de 88 ans, membre SYRIZA et symbole de la résistance nationale contre l'occupation nazie, a tenté d'empêcher la police anti-émeute d'arrêter un jeune homme, il a été battu et a eu le visage aspergé de gaz : et là, rapidement, les combats avec la police se sont généralisés. Environ trois cents personnes ou plus (surtout des anti-autoritaires, mais pas seulement) ont jeté des pierres sur les flics tandis que le reste des manifestants ne bougeait pas, criant des slogans pendant un bon moment, jusqu'à ce que la police anti-émeute lance une attaque massive pour essayer de disperser la foule. Un incident rafraîchissant s'est produit lorsque certaines personnes ont pris les micros de la confédération syndicale pour scander des slogans contre l'esclavage salarié et les flics qui ont pu être entendus partout sur la place, au milieu des nuages de gaz lacrymogène. Dans l'intervalle, Tsipras, le leader de SYRIZA, se précipita à l'intérieur du Parlement pour informer ses collègues députés, qui venaient juste de voter les nouvelles mesures, de l'attaque contre Panagopoulos, et s'empessa de la condamner de la manière la plus catégorique.

La manif a commencé alors à se diriger vers le ministère du Travail, décision qui a été critiquée par de nombreux manifestants comme une tentative de la part des syndicalistes de faire

baisser la tension à proximité du Parlement. Cependant, les esprits étaient échauffés et donc quand la manifestation a atteint le bâtiment du Conseil d'Etat, des manifestants ont attaqué la brigade anti-émeute qui le protégeait. Bientôt, une foule immense a commencé à leurs jeter des pierres et divers objets tout en les poursuivant à l'intérieur du bâtiment. L'un d'eux, cependant, n'a pas couru et a été capturé et presque lynché par les gens en colère. L'incident, qui indique à la fois l'acceptation de l'escalade de la violence, même de la part des gens qui normalement réagissent différemment et la haine croissante contre la police en particulier en ce moment, a duré un certain temps parce que non loin de là, la présence des travailleurs licenciés d'Olympic Airways a empêché les forces anti-émeute, appelées en soutien, d'approcher. Ces travailleurs, peu après que les nouvelles mesures aient été annoncées, ont occupé le bâtiment du Trésor et de Comptabilité générale de l'État dans la rue Panepistimiou en bloquant également la rue principale jusqu'au 12 mars avec des voitures et des poubelles.

La manifestation s'est dirigée vers le ministère qui avait déjà été évacué lorsque les premiers manifestants sont arrivés. Bien que la présence policière soit devenue plus imposante, quelques incidents comme des bris de vitrines ont eu lieu (banques, grandes librairies et grands magasins), plus tard, la manifestation s'est terminée à Propylea.

Bien que le gouvernement essaie d'accuser les «extrémistes» des partis de gauche d'être responsables des mobilisations, il convient de souligner que SYRIZA a une influence très faible sur les lieux de travail (sauf en ce qui concerne le syndicat des enseignants du secondaire). Par ailleurs, l'idéologie et la pratique stalinoïde du PC nécessitent quelques analyses un peu plus poussées.

Sur les pratiques du PC

La conjoncture actuelle, plus la propagande du gouvernement lui-même et celle des médias concernant l'imposition supposée des mesures sévères de l'UE, constituent un terrain idéal pour les activités du PC. Les marchés internationaux et les spéculateurs semblent confirmer la rhé-

torique du PC, sur «la sortie de l'UE» et de «résistance aux monopoles et au grand capital», qu'il ne cesse de répéter avec une dévotion religieuse depuis les années 80. Le PC, un des principaux représentants politiques de la classe ouvrière (en tant que classe du mode de production capitaliste et de la communication) à l'intérieur de l'État grec et de ses institutions, proclame la mise en place d'une économie nationale «populaire» où la classe ouvrière jouira des mérites d'un capitalisme social-démocrate avec la saveur du stalinisme. En fin de compte, les actions du PC prennent au piège les luttes, dans les filets des institutions capitalistes et principalement, les plus fétichisées d'entre elles, les élections et le Parlement ; puisque, pour le PC, voter pour le parti et s'organiser en son sein constituent l'aboutissement de la lutte de classe.

La caractéristique la plus marquante de l'activisme du PC, reste la séparation complète entre la mobilisation de son outil syndical (PAME) et les prolétaires en luttes. Les manifestations organisées par PAME et le PC ne se coordonnent jamais avec les manifestations appelées par d'autres syndicats ou organisations étudiantes. Bien que nous ne sommes pas en mesure de savoir exactement ce qui se passe à l'intérieur des appareils à la fois du PC et de PAME en raison de leur mode d'organisation complètement secret, l'expérience que nous avons de notre participation dans les assemblées syndicales montre qu'ils exercent un contrôle total sur leurs troupes. Nous sommes certains que les actions sont décidées par la direction du parti sans laisser aucune possibilité de participation des adhérents de base dans la prise des décisions, c'est pourquoi aujourd'hui les ex-membres du PC sont plus nombreux que les membres actifs.

Il faut admettre que le niveau de mobilisation de classe est faible : pas de grèves à long terme organisées simultanément par de nombreux secteurs, ni de manifestations massives quotidiennes. Dans ce contexte, les activités du PAME (occupations de bâtiments publics comme le Ministère de l'économie et la Bourse, manifestations et rassemblements massifs, pratiques habituelles pour le PC, au moins depuis le

milieu des années 2000) semblent impressionnantes, surtout quand il réussit à appeler le premier à une grève ou une manifestation et qu'il oblige la GSEE et l'ADEDY à suivre. Il est possible que l'éclatement de la GSEE et de l'ADEDY pour la création d'une troisième "confédération" syndicale indépendante soit derrière cette stratégie. Bien sûr, il va sans dire que si la situation devient incontrôlable, allant au-delà de quelques grèves de 24 heures vers une base hebdomadaire, c'est-à-dire, si à long terme l'éclatement des grèves s'accompagne d'une présence prolétarienne permanente et une activité militante dans la rue, le PC devra à nouveau assumer son rôle de police en discréditant les grèves qu'il ne contrôle pas, en rappelant ses adhérents de la rue et en essayant de réprimer violemment toute activité radicale. Après tout, cela a été sa pratique habituelle depuis la chute de la dictature et il a fait exactement la même chose pendant la rébellion de décembre 2008.

Canalisation des mouvements

Quant aux petits syndicats de base qui se sont multipliés ces dernières années, qu'ils soient proches de la gauche [radicale] ou des anarchistes, ils sont trop impuissants pour mobiliser les travailleurs en général, en dehors de leurs militants et ceux qui leurs sont proches politiquement. Leurs pratiques militantes (blocages d'entreprises, participation à des manifs) reposent essentiellement sur la participation active des anti-autoritaires qui n'en font pas partie.

Le 5 mars, la GSEE et le ADEDY, essayant de conserver une once de légitimité, ont appelé à une autre grève de 24 heures pour le jeudi 11 mars, en réponse au climat de mécontentement général, encore passif, face aux mesures d'austérité annoncées. Il n'y a pas de chiffre précis disponible sur le taux de participation à la grève, mais nous pouvons dire avec certitude qu'il était plus élevé que le précédent (la GSEE affirme que la participation à la grève a atteint les 90%). Cela a également été confirmé par le nombre de manifestants qui était quasiment le double de celui de la manif du 24 Février. Selon nos estimations un certain nombre – environ 100.000 personnes – ont

[3] Syriza : Coalition de la gauche dite radicale (environnementalistes, antilibéraux, "anticapitalistes"...)

[4] Manolis Glezos, membre de l'un des mouvements faisant partie de Syriza, est une figure très connue et respectée en Grèce. Il est un véritable symbole vivant du courage et de la détermination du combat contre la barbarie. Une nuit de mai 1941, à l'âge de 19 ans, il a en effet, avec un camarade, décroché le drapeau nazi qui flottait sur l'Acropole depuis un mois seulement. Ce geste est considéré comme l'un des premiers actes de la résistance anti-nazi, en Grèce, mais aussi au-delà.

participé au deux manifestations de PAME et de GSEE-ADEDY (PAME ayant organisé une manifestation séparée comme d'habitude), même si les médias estiment ce nombre à environ 20-25.000. La composition de la foule était légèrement différente, du fait de la présence plus importante d'étudiants, un peu de lycéens et plus de jeunes travailleurs tandis que les immigrés étaient cette fois absents. En outre, cette fois un plus grand nombre de manifestants venant de la quasi-totalité du milieu anti-autoritaire ont participé à la manif de l'ADEDY-GSEE, se dispersant dans tout le cortège.

Une autre caractéristique importante de la manifestation a été le changement de comportement de la police, avec une tactique beaucoup plus offensive cette fois. Plus de cinq mille policiers étaient mobilisés pour prévenir l'escalade de la violence prolétarienne en encadrant de très près la manifestation. Leur objectif a été atteint dans une certaine mesure, car très peu de gens, hormis ceux venant du milieu anarchiste ou anti-autoritaire, ont soutenu les combats de rues ou activement participé à des affrontements avec la police. Cela peut être lié à la très grande diversité des manifestants (avec la présence de plus d'éléments conservateurs), dont la plupart n'a pas d'expériences antérieures de ce type. Néanmoins, il y a eu de nombreuses confrontations avec la police en différents points du parcours de la manifestation, qui s'est poursuivie jusqu'à son terme avant d'être débordée autour d'Exarchia par de nombreux manifestants qui s'y étaient dirigés selon la "tradition" dans de pareilles occasions.

Collaboration syndicats/police

En outre, il convient de noter que cette fois les dirigeants des centrales syndicales n'ont pas seulement coopéré ouvertement avec la police mais qu'ils ont effectivement donné des recommandations spécifiques aux escadrons anti-émeutes pour bloquer les manifestants à l'avenue Patision, afin de prendre la tête de la manif et d'éviter d'éventuels conflits avec les militants de base et la répétition des événements de vendredi dernier, lorsqu'ils ont reçu les énergiques huées qu'ils méritent.

Bien que la police ait arrêté et attaqué les premières lignes de

la manif (composées des cortèges de certains syndicats de gauche de l'enseignement du premier degré) afin de permettre aux leaders de la GSEE et de ADEDY de venir à la tête de la manif, le comité de coordination de ces syndicats du primaire et d'autres syndicalistes de gauche (comme un groupe de syndicalistes de l'OTE, l'ancienne entreprise publique de télécommunications) ont soutenu politiquement l'initiative de la GSEE et ADEDY en faisant un détour à partir de l'avenue 3 Septembre, leur laissant ainsi l'espace libre leur permettant d'être en tête de la manif, puis en rejoignant le cortège derrière la GSEE et ADEDY ! En outre, la GSEE et ADEDY ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour aider la police à fliquer la manif. Arrivés à la place Syntagma, ils ont essayé de dissuader les personnes venant des rues adjacentes de rejoindre la place. Il n'est pas surprenant que la police ait dispersé la manif à Propylea, où des affrontements ont éclaté une fois les cortèges des bureaucrates retournés dans leur quartier général.

Il faut aussi noter que les syndicalistes des forces de sécurité (police, pompiers, etc) qui attendaient sur la place Kolotroni que la manifestation séparée du PAME passe, ont été applaudis par les manifestants du PAME et les ont applaudis à leur tour. Bien sûr, ils ont rapidement disparu après cet épisode, car une expérience de "Come Together" avec d'autres manifestants n'aurait pas été très agréable pour eux.

Démocratie syndicale !

La composition de ces dernières manif est différente de celles de décembre 2008. Comme prévu, les lycéens ne sont pas représentés du tout, en tout cas pas dans des cortèges reconnaissables, à l'exception de quelques apparitions dans la dernière manif. Par contre, les étudiants étaient présents dans les deux dernières manif suite aux appels répétés des assemblées générales organisées précédemment. Globalement, hormis les étudiants, la partie marginale de la classe qui avait été l'actrice principale des émeutes de 2008 (les précaires, les exclus, le «lumpen»), n'était évidemment pas présente, puisque la préoccupation principale, du moins pour le moment, est le terrorisme financier imposé par les mesures

d'austérité qui menacent les travailleurs aux emplois stables ayant encore quelque chose à perdre.

Alors, ce qui nécessite d'être expliqué c'est plutôt l'inertie visible de cette partie du prolétariat, le fait que ces mobilisations jusqu'à présent n'ont pas constitué un mouvement et ne coïncident pas avec la situation critique actuelle. Les grèves ont été appelées par les dirigeants des confédérations ou des fédérations de syndicats. Même lorsque les organisations syndicales de l'enseignement primaire ont appelé à la grève, il n'y a pas eu d'assemblées extraordinaires préalables, ce qui signifie que les processus de consultation des militants de base n'ont pas été organisés.

L'influence destructrice et paralysante des syndicalistes socialistes et le contrôle qu'ils exercent encore sur les syndicats est toujours le principal obstacle et peut être illustré par l'exemple suivant. Le 5 Mars, l'Imprimerie nationale a été occupée par ses employés, au motif que les nouvelles mesures prévoient une baisse supplémentaire de 30% du revenu des employés du ministère de l'Intérieur [5]. Toutefois, l'occupation, a été interdite d'accès à toute personne qui « n'était pas employée au ministère », comme il a été dit aux camarades qui ont essayé de leurs rendre visite et qui se sont effectivement faits jeter. Les cadres du syndicat socialiste qui contrôlent l'appareil ont décidé de mettre fin à l'occupation dans la précipitation, sans soumettre cette question en discussion à l'Assemblée des travailleurs en arguant que « le gouvernement a promis » d'abandonner les mesures particulières. Cette décision de stopper l'occupation a été reçue avec colère, mais n'a pas été remise en cause. L'occupation de la Comptabilité générale de l'État [Trésor] par des travailleurs licenciés d'Olympic Airways a eu le même triste dénouement. Ce sont pour la plupart des techniciens qui n'ont pas été payés depuis 3 mois après la privatisation d'Olympic

Airways ou bien des travailleurs licenciés à qui on a promis un reclassement. Au premier jour de l'occupation, ils ont retenu un fonctionnaire en otage pendant plusieurs heures et le soir même, ils ont frappé et chassé une escouade anti-émeute venue les déloger. Bien qu'ils étaient ouverts à la discussion, ils semblaient déterminés à maintenir l'occupation jusqu'au bout, puisque, selon leurs propres termes, ils n'avaient « rien à perdre », et n'ont laissé personne pénétrer dans le bâtiment occupé. Après 10 jours d'occupation, leurs représentants socialistes (et de droite) ont décidé d'accepter la "promesse" du gouvernement de former un comité spécial pour examiner la question ! Dans ce cas, les syndicalistes socialistes ont agi comme courroie de transmission des menaces du gouvernement contre les travailleurs, à savoir ordonner au ministère public de les faire arrêter.

Comme nous l'avons déjà noté l'an dernier au sujet de l'incapacité des émeutes de décembre [2008] à s'étendre aux lieux de travail, le manque de formes autonomes d'organisation et celui de nouveaux contenus de luttes allant au-delà des revendications syndicales semblent peser lourdement sur les prolétaires, en cette période de terrorisme de la "dette publique". Qui plus est, les limites de cette rébellion avec son caractère minoritaire, sont encore plus évidentes aujourd'hui, et bientôt, ceux qui étaient restés en dehors vont probablement découvrir la nécessité de commencer une nouvelle rébellion afin qu'ils puissent par eux-mêmes sortir de ce pétrin.

Agence de Notation
Financière des Pauvres &
des Prolos alias TPTG
(TA PAIDIA
TIS GALARIAS :
Les gamins de la galère),
Le 14 mars 2010

La traduction et les
intertitres sont de
Courant Alternatif



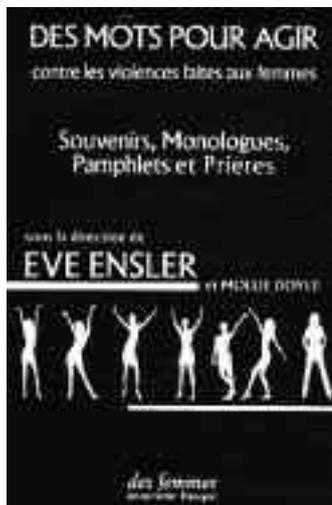
[5] Les salariés fonctionnaires de cette imprimerie nationale (qui édite le JO local) dépendent du ministère de l'Intérieur.



Juana Doña, *Depuis la nuit et le brouillard – Femmes dans les prisons franquistes*, Aden, 252 p., 20 euros

Écrit en 1967 mais publié seulement après la mort de Franco, ce récit est un témoignage aussi poignant que précis sur les prisons pour femmes pendant la dictature. Son auteure est une figure du Parti communiste de l'époque et, d'après l'éditeur, la dernière femme à avoir été condamnée à mort en Espagne. Sous le prénom de Leonor, elle raconte dans un style très direct les presque vingt ans qu'elle a passés dans l'univers carcéral franquiste, à partir de février 1939, et retrace de nombreux itinéraires de personnes (en général militantes) rencontrées de prison en prison. Auparavant, elle a planté le décor de la vie à Madrid après le pronunciamiento ; puis elle a décrit l'exode et la torture qu'elle et ses proches ont subis, ainsi que sa condamnation à mort qui sera commuée à trente ans d'emprisonnement. Si on ne trouvera pas là un ouvrage de réflexion sur l'enfermement ou contre la dictature – et moins encore sur la révolution espagnole, la question n'étant pas abordée et le point de vue restant strictement celui d'une communiste –, cette réflexion s'opère d'elle-même à travers le quotidien abominable des prisonnières, entre punitions et famine, ou leur exploitation par un encadrement très souvent religieux, assoiffé de vengeance contre les « rouges » comme de profit. En ressortent aussi à la fois la force que donnent aux « politiques » leurs convictions et l'organisation d'une solidarité entre elles jusque dans les pires geôles (par le regroupement en « communes », les grèves de la faim contre l'instruction religieuse forcée...). Il y a beaucoup d'humanité chez cette femme qui n'hésite pourtant pas à se décrire, une fois libérée, comme rigidifiée par l'engagement même qui l'a aidée à tenir ; et si les histoires qu'elle rapporte ne manquent pas d'horreurs, celles-ci sont contrebalancées par une volonté de résister qui oppose la vie à la mort, en dépit de tout.

Vanina



Des Mots Pour Agir contre les violences faites aux femmes, Sous la direction d'Eve Ensler et Mollie Doyle. Traduit de l'anglais par Samia Touhami. Editions des femmes-Antoinette Fouque, 326 p., 18 €

Ce livre est le nouvel opus dirigé par Eve Ensler, l'icône marketing d'une partie du mouvement féministe depuis la parution, en 1996, des *Monologues du Vagin*.

Malgré le fait que l'ouvrage ait été édité par Antoinette Fouque, dont le rôle dans le mouvement des femmes peut prêter à débat, et que la préface de la version française ait été rédigée par Rama Yade (!), l'ouvrage présente l'intérêt d'offrir une autre perspective sur les violences faites aux femmes.

Ce recueil de 50 textes courts et poèmes se présente sous une forme plus artistique que politique. Mais un art qui se veut engagé et dont le but est de mettre des mots, une parole, sur des maux muets qui traversent continents et classes sociales.

Certes, ce livre n'aura, en tant que tel, qu'une portée limitée. Il est difficilement imaginable qu'un tel ouvrage tombe entre les mains des bourreaux et fasse écho. Mais la plupart de ces textes grondent d'une colère sourde contre cette épitaphe charnelle de la domination patriarcale.

A la lecture, certains textes sont plus forts que d'autres, je n'en ferai pas ici une liste exhaustive, car il me semble qu'elle ne serait pas représentative tant ce recueil appelle un regard et un ressenti propre à chacun-e.

Là où la dynamique de Eve Ensler éveille mon intérêt, c'est au niveau de l'idée plus globale. *Des Mots pour Agir Contre la Violence faite aux Femmes*, en tant que livre, n'est qu'une maille du projet. Son envie serait de mettre, par ces textes, la question des violences sur le devant de la scène. Ainsi, son projet est d'organiser à travers le monde des journées où ces textes, comme les *Monologues de Vagin*, sont récités, proclamés. Le but : sensibiliser les masses populaires en posant cette problématique des violences dans l'espace public et ainsi, soutenir les associations qui luttent contre ces violences. C'est ainsi qu'est né le festival « Until the violence stops » (« jusqu'à ce que les violences cessent ») qui a déjà eu lieu dans 112 pays sur les 5 continents.

En 2010, la question des violences conjugales a été déclarée « grande cause nationale » en France. Du coup, des campagnes de pub ont vaguement défilé sur le petit écran et dans les journaux entre la Saint-Valentin et la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, dite « Journée de la Femme ». Entre temps, rien qu'en France, 22 femmes sont décédées du fait des violences physiques et psychologiques qu'elles ont subies. Car si officiellement une femme décède tous les 3 jours sous les coups de son compagnon, les associations de défense des femmes parlent, elles, d'une à plus d'une femme par jour qui meurt du fait de ces violences.

Dès le départ, les dés sont pipés, alors quand on ajoute les coupes budgétaires dont pâtissent ces associations et les structures d'hébergements qui en dépendent, il est normal de s'interroger sur la volonté réelle du gouvernement de lutter contre ce fléau.

C'est sans oublier Najlae expulsée vers le Maroc après avoir voulu porter plainte contre son frère qui la battait. Grâce à la mobilisation et à la médiatisation, elle a pu rentrer chez elle. Mais pour une jeune fille sauvée, combien de femmes sont expulsées dans leur pays d'origine ? Combien de femmes se taisent par peur de cette expulsion ?

Alors certes, la lecture seule ne sert à rien. Mais en parler toujours plus et toujours plus fort, fera peut-être se délier les langues, mettra à mal les chaînes de la domination patriarcale et sauvera sans doute des vies.

« FEMME, POUR EN FINIR AVEC LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES, HISSEZ-VOUS SUR VOS PIEDS PARFAITEMENT LIBRES ! NOUS AVONS PERDU LA TERRE EN VIVANT A GENOUX » Alice Walker

Géraldine

Ps: pour une lecture plus statistique et factuelle sur cette question des violences subies par les femmes, je conseillerais aussi la lecture du *Livre noir de la Condition des Femmes* dirigé par Christine Ockrent et Sandrine Treiner.

Un automne kurde?

Le 26 février dernier à Draguignan, Marseille, Montpellier et Grenoble, des perquisitions sont effectuées à des domiciles privés et dans des locaux communautaires, suite à une enquête lancée en Italie à l'encontre de militant-e-s kurdes. Cette procédure (menée par la Sous-Division Anti-Terroriste de la police judiciaire) donne lieu à dix gardes-à-vue, puis à sept séquestrations préventives. Ce procédé est courant : un mois plus tôt, sept autres camarades venaient d'être relâché-e-s faute de preuves après un an de prison, sans jugement. Le 4 mars dernier, 300 keufs procèdent à une trentaine de descentes à travers toute la Belgique, notamment dans des locaux politiques. Elles débouchent sur une vingtaine d'arrestations de réfugié-e-s politiques, journalistes, militant-e-s... Alors que des affrontements ont lieu devant, les locaux de Roj-TV (qui émet pour la diaspora et jusqu'au Kurdistan, où elle est très suivie bien qu'interdite) sont saqués et la transmission coupée. Depuis le « sinistre » de l'intérieur Charles Pasqua, les épisodes répressifs se sont succédés à l'encontre du mouvement kurde. L'Etat turc en particulier monnaye en arrestations, censures sonnantes et trébuchantes, sa collaboration aux intérêts impérialistes au Moyen-Orient. Ces derniers mois la traque s'intensifie (perquisitions du 20 octobre 2009 au Centre Culturel Ahmet Kaya à Paris...) et démontre une volonté d'écraser cette lutte ici... laquelle fait écho à l'évolution de la situation politique là-bas.

La stratégie habituelle des autorités françaises face à l'immigration kurde mobilisée relève spontanément plus du contrôle étroit que de la répression féroce : cette dernière apparaît généralement sur demande de l'Etat turc, lorsque les relations diplomatiques leurs permettent de mendier un relai contre-insurrectionnel. On invoque par exemple souvent d'étranges coïncidences ; des rafles qui suivent des commandes d'hélicoptères de combat à l'Italie, d'avions de ligne à la France ou des négociations avec l'Union Européenne concernant le passage de gazoducs... Il est amusant de souligner les mesquineries du pouvoir. Mais ces explications étroitement pécuniaires paraissent insuffisantes si l'on en croit l'intensification de la collaboration et sa systématisation. Alors que l'Union Européenne persiste à maintenir le Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K., principale organisation de la guérilla) sur sa liste noire du terrorisme, des flics turcs auraient directement participé à l'assaut contre Roj-TV. L'attaque est de plus en plus manifestement orientée contre l'élite des organisations - dans le but de les décapiter- et non plus unique-

ment contre leurs militant-e-s de base accusé-e-s d'activités clandestines (comme les méthodes contestées de récolte de fonds en France).

Un pouvoir turc traversé par des rapports de force

La multiplication de ces agressions légales illustre une nouvelle stratégie impérialiste, dans le contexte des rapports de force qui traversent l'Etat et la société turque, et plus largement le Moyen-Orient.

L'expansionnisme, le militarisme outrancier de la vieille garde kémaliste, républicaine et ultra-nationaliste a envenimé les relations diplomatiques avec presque tous les Etats frontaliers et a enlisé le sud-est du pays dans la guerre. Une guerre de « basse-intensité » qui n'en est pas moins responsable de milliers de mort-e-s, de millions de déplacé-e-s, et d'une atmosphère politique et sociale explosive. Face à cette inflexibilité risquée des élites traditionnelles de la Turquie, les libéraux du Parti de la Justice et du Développement (A.K.P.) qui gouvernent aujourd'hui amènent différentes innovations plus habiles. Elles présentent l'avantage de s'assimiler à l'expansion de la « doctrine

démocratique » avec le soutien de l'Union Européenne et de l'administration actuelle des Etats-Unis d'Amérique. Et elles donnent l'illusion d'un processus de stabilisation et de pacification, cher aux investisseurs capitalistes comme aux idéologues de la modernisation.

Une stratégie de pacification, pas une paix juste

L'A.K.P. dépend en partie de la séduction d'une partie de l'électorat kurde sur une base religieuse conservatrice (et largement clientéliste), ce qui permet de détourner cette minorité de la mobilisation communautaire en rupture avec le pouvoir turc. Simultanément à cette campagne, le gouvernement se montre favorable à une reconnaissance, extrêmement lente et prudente, des droits culturels... bien qu'il ne s'agisse que de leur avatar folklorique minimal, arraché à toute l'armature politique, sociale et économique plutôt radicale du mouvement. Cependant, il détourne de cette manière les électeurs et électrices les plus modéré-e-s de l'indépendantisme. Sur la question de la lutte à proprement parler, qui bénéficie d'un large soutien populaire, la stratégie

gouvernementale repose sur une dialectique très commune. On tolère une expression civile et pacifique, « citoyenne », de la culture et du mouvement kurde en attendant qu'elle se dilue dans l'acceptabilité. Mais on écrase impitoyablement le P.K.K. et toute velléité de radicalité, de résistance clandestine et de confrontation avec l'Etat. On désamorce. C'est au gouvernement A.K.P. enlacé à ses alliés occidentaux, que l'on doit l'accroissement de la pression sur le mouvement indépendantiste à l'extérieur des frontières : en Europe comme nous l'avons signalé ; mais également dans le nord de l'Irak occupé, où le régime autorise l'armée turque à mener des opérations contre les maquis kurdes.

Si la testostérone paraît être l'unique possibilité d'union sacrée entre le gouvernement et son opposition nationale-républicaine, la question de son dosage est encore source de duels. Ces deux factions du pouvoir turc sont à couteau tiré sur à peu près tous les sujets. Concentrons-nous encore sur l'année 2009 au Kurdistan. Au printemps, les forces sécuritaires (pilier majeur de l'aile kémaliste) veulent infirmer la stratégie dite « d'ouverture » (d'hypnose, en fait) libérale et démocratique. Elles persécutent et emprisonnent avec zèle plusieurs centaines de militant-e-s kurdes, jusqu'aux élu-e-s de communes importantes du sud-est, accusé-e-s de collusion avec le terrorisme. Mais le mouvement, bien implanté et puissant eu égard aux obstacles qu'il rencontre, et fort d'une large victoire aux dernières élections municipales, continue d'élargir la brèche de l'assouplissement revendiqué par le gouvernement et met l'Etat turc face à ses contradictions. Divers événements publics se succèdent à l'automne : véritable démonstration de force de cette lutte qui nargue le pouvoir en jouant de ses divisions, le Mezopotamya Sosyal Forumu de Amed/Diyarbakir est une réussite pour les dirigeant-e-s du mouvement. La participation de nombreux étrangers limite l'exhibition militaire à quelques blindés et pelotons désœuvrés aux carrefours de la ville pendant que des avions de chasse survolent le camp. Un grand festival culturel (parler de culture au Kurdistan annexé prend tout

son sens politique) se déroule entre Batman et Hassankeyf, où un projet étatique de barrage sur le Tigre a été temporairement abandonné après le retrait des financiers européens qui assumaient mal la submersion de sites archéologiques réputés (aucun scrupule en revanche pour les centaines de villages inondés, alors qu'ils étaient habités, dans le cadre du développement hydro-électrique et de la désertification volontaire des campagnes kurdes...).

Des événements de ce type étaient déjà, d'après des observateurs kurdes, complètement unimaginables ne serait-ce que quelques mois plus tôt. Mais l'évènement le plus symbolique d'entre tous fait suite à une proposition d'amnistie des maquisards s'ils déposaient les armes et revenaient à la vie civile. Il s'agit d'un véritable séisme dans la gestion de cette guerre et dans l'imaginaire nationaliste turc. Émanant du gouvernement, cet appel empiète totalement sur ce qui est considéré comme une prérogative exclusive par le Conseil National de Sécurité, totalement autonome jusque là pour mener la contre-insurrection. Loin d'une mesure de réconciliation désintéressée, l'A.K.P. espérait peut-être également semer de cette façon la sédition dans les rangs du P.K.K.. La riposte du mouvement kurde, qui est conscient de son intérêt à subvertir la stratégie gouvernementale puisqu'aucune issue victorieuse n'apparaît sur le plan militaire, a été une surenchère

symbolique. Un petit groupe de combattant-e-s est effectivement descendu des maquis irakiens pour se présenter désarmé à la frontière turque. Jouant du statu quo entre rivaux au sommet des institutions, leur retour en Turquie s'est transformé en cortège gigantesque le long des routes kurdes. Leur passage déplaçait les foules, dans un mélange d'insolence à l'égard de l'Etat et de réels espoirs de paix de la part d'une population épuisée par un quart de siècle de conflit. D'étape en étape, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui accueilleront ces membres du P.K.K. à leur arrivée à Amed/Diyarbakir, alors que toute la région est rivée à la télévision.

Une surenchère de ripostes

La tendance des classes dirigeantes turques la plus intraitable à l'égard des kurdes ne pouvait indéfiniment laisser ses adversaires repousser les limites de son autorité, jadis indisputée. Sa réponse ne sera ni plus ni moins qu'un sabotage explicite de la politique gouvernementale. L'année 2009 s'est terminée par la décision d'une haute juridiction soumise aux kémalistes d'interdire le D.T.P. (parti indépendantiste kurde, alter ego légal du P.K.K., d'une gauche relativement radicale). Cette organisation administrait la plupart des grandes villes du sud-est, de nombreux villages, et possédait une vingtaine de sièges au parlement. Elle avait également

commencé à attirer la minorité anti-nationaliste de l'électorat de gauche radicale turc et pouvait ménager ainsi une issue fédérale et autonomiste au conflit. On pourrait lui faire de très nombreuses critiques. Mais le D.T.P. représentait à la fois une opposition frontale aux militaires et à leurs satellites ainsi qu'une alternative à la pacification libérale et conservatrice de l'A.K.P. Et à l'intégration plus profonde dans le système impérialiste - pour lequel le destin de l'Anatolie est de demeurer la banlieue pauvre de l'Europe Occidentale en même temps que la courroie de transmission de l'O.T.A.N. dans la région. Son interdiction à la fin de cet automne kurde a provoqué des manifestations et des émeutes en de nombreux endroits du pays, accompagnées à plusieurs reprises de lynchages de ses sympathisants par des nationalistes turcs.

Le prolongement ces dernières semaines, sur le sol européen, de la répression du mouvement kurde, prend place dans cette configuration des rapports de force au sein du pouvoir turc: entre d'une part une idéologie clairement fascisante héritée du kémalisme et des régimes militaires, qui veut purement et simplement anéantir cette lutte... en même temps qu'elle souhaite anéantir ce peuple par le biais de la terreur et de l'ethnocide, dans le but d'affermir la suprématie turque; et d'autre part une idéologie qui, au côté de la métropole européenne en particulier, se

gargarise de la « démocratisation » (une libéralisation en fait) de la société en amputant tout ce qui dépasse d'un cadre idyllique pacifié, tout ce qu'il n'est pas possible d'intégrer. Le mouvement kurde et sa persécution révèlent que ce dilemme au sein du pouvoir turc ne fait s'affronter que deux visions de la domination et des moyens d'y parvenir: l'une rigide comme le bâton, l'autre souple comme le fouet. Ces deux tendances collaborent chacune à leur manière à l'expansion impérialiste au Moyen-Orient et si l'on croit que l'affaiblissement de l'impérialisme là-bas contribue à affaiblir le pouvoir au sein des métropoles ici... Cela nous encourage à envisager un soutien effectif à la diaspora kurde et à ses militant-e-s. D'autant plus que l'Etat français utilise à leur encontre la même législation, la même rhétorique anti-terroriste que contre beaucoup de nos camarades ennemi-e-s de l'ordre. L'Union Européenne et la France ont choisi d'importer cette guerre ici : il serait impoli d'ignorer leur invitation...

*Solidaire :
Lié à une ou
plusieurs autres
personnes par une
responsabilité,
des intérêts communs.
Se dit de choses qui
dépendent les unes
des autres dans leur
fonctionnement.*

Pour compléter :
oclibertaire.free.fr/spip.php?article673&var_recherche=ahali



Armand Gatti à Saint-Nazaire

De septembre 1976 à février 1977, Armand Gatti et « La tribu » débarquent à Saint-Nazaire pour un projet de création collective. Durant 6 mois, ils investissent la ville et la presqu'île. Leurs interventions multiformes perturbent les discours, les positions, les habitudes... Un livre retraçant ce projet a été publié par la Maison des écrivains et des traducteurs de Saint-Nazaire en novembre dernier. Occasion de revenir sur quelques questions autour de l'art et de ses déclinaisons politiques et sociales, à partir d'un objectif revendiqué par Gatti : « mettre des individus que leur condition sociale ne prédisposait pas en situation d'inventer, de créer ».*

Gatti et la Tribu (1) répondent à l'invitation de la MJEP, Maison des Jeunes et de l'Éducation Populaire, et de son directeur Gilles Durupt. Ils obtiennent carte blanche pour une création collective articulant écriture, théâtres, débats, affiches, film, enquêtes, journaux, expositions... Autour d'une fable inspirée d'un

poème d'Alexandre Galitch, celle du Canard sauvage, celui qui ne peut voler que contre le vent, et autour d'un nom, Vladimir Boukovsky (2), obscur dissident soviétique interné, dont il conviendra d'obtenir la libération. L'aventure bénéficiera d'une couverture nationale par la présence de Marc Kravetz, alors journaliste à Libération,

quotidien qui n'est pas encore devenu le nombril de Serge July, ni l'organe de Rot-schild.

Des maux du pouvoir....

Dans une cité ouvrière, au temps de l'union de la gauche PS-PCF, moins de 10 ans après 68, mettre en cause l'Union soviétique sous couvert de création artistique, suivant le principe édicté par Nestor Makhno (3) «Prolétaires de tous les pays, descendez dans vos profondeurs, cherchez-y la vérité, vous ne la trouverez nulle part ailleurs», ne manque pas de sel, même en pays guérandais !

Le défi est lancé sous une formule « Une ville ouvrière peut-elle changer le cours de l'histoire ? »

La levée de bouclier contre l'initiative est immédiate. Elle vient, on pouvait s'y attendre, du côté du PCF et de la CGT qui ne supportent pas que l'on prétende toucher

Gatti à Saint-Nazaire en 2009

Je suis allé à une rencontre avec Gatti au Fanal, centre culturel de St Nazaire. Fatigué il était retourné sur Paris. J'ai rencontré Gilles Durupt, ancien Directeur de La MJEP (Maison des jeunes et de l'éducation permanente), initiateur de la venue d'Armand Gatti et de la « Tribu » en 1977.

Nous avons échangé sur les années soixante dix où il avait été à l'initiative de la valorisation de cette « maison » pour en faire un lieu de rencontres, de débats, d'initiatives. Il m'a dit qu'en 1977 il avait voulu trouver une dynamique plus forte, et c'est Gaby Cohn, partenaire déjà sur d'autres projets (mois de l'antipsychiatrie, mois sur la justice, etc...) qui le mit en lien avec Gatti. A la sortie de cette soirée de docus, dont un sur la lutte des paysans, j'ai croisé une collègue de cette époque qui m'a demandé qu'est-ce que j'avais retenu de l'événement des « Canards sauvages », et si en fin de compte on ne l'avait pas vécu de loin.

Je suis allé voir André Daniel (enseignant considéré comme le co-fondateur du lycée expérimental suite à l'initiative de Gaby) pour échanger nos souvenirs. Nous avons parlé de la MJEP avec ce concept de « Maison », terme que l'on retrouve aussi dans la Maison du Peuple, qui à St Nazaire regroupait les syndicats et les diverses associations, Maison du Peuple maintenant désossée, les locaux des syndicats restant noyés dans un espace commerçant, « Le Ruban Bleu » avec un slogan «Une autre vision du monde», accompagnée d'une création d'une maison des associations. Tout cela pour rappeler que courant 70 se croisaient dans cette maison d'éducation permanente des groupes divers autogérant leurs activités (sérigraphie, danse bretonne, activités théâtre, tissage, etc.) et des individus divers participant aux activités culturelles et sociales (films, débats, rencontres -venue de Vautier- etc.).

Un brassage, beaucoup de militants, pas mal de « gauchistes », un directeur favorisant les initiatives : par exemple nous avons été un nombre d'enseignants, de parents et de lycéens à l'initiative d'une fête de l'école en crise et d'une «Quinzaine de la créativité» qui déboucha sur la réalisation d'une pièce de théâtre « La planète des sages », créée par des élèves et des enseignants, dont beaucoup se retrouveront plus tard au Lycée Expérimental.

Tout cela pour souligner l'importance de ce lieu de rencontres, de croisements, de participations d'acteurs locaux

et de la possibilité de prises d'initiative.

Alors la venue d'une personnalité envahissante comme Gatti, et de sa « Tribu » a placé certains d'entre nous en porte-à-faux, devons-nous être disponibles pour des maîtres d'œuvre.

*André Daniel venait de finir un film avec des lycéens (St-Nazaire pendant la guerre), on lui a proposé de l'intégrer, lui préférait plutôt refaire un projet sur la ville et il a déposé une mouture, et puis il n'en a plus entendu parler.

*La forme des débats, où il fallait déposer les questions par écrit, était un procédé qui nous avait étonnés par rapport à nos échanges enflammés passés, et puis des questions étaient évacuées.

* Au cours de cette période un copain enseignant à St-Nazaire, militant breton au FASAB, fût arrêté suite à une action de militants bretons vers Carhaix ; en fin d'après-midi nous étions une centaine de militants devant le commissariat. Ainsi se posait le rapport intéressant entre les choses (répression) qui se passent localement, ici, et celles qui se passent « là-bas » dans les goulags. Et cela fut dissocier.

Peut-être que je fais partie des gens qui avaient du mal à adhérer avec un slogan implicite « une ville qui peut changer l'histoire », car il ne faut pas se fermer les yeux, la libération de Boukovski en échange d'un dirigeant communiste chilien est issue d'une négociation entre le Chili (de Pinochet) et l'URSS (de Brejnev).

De même pour nous la vie de la MJEP avait commencé bien avant l'arrivée d'Armand Gatti.

Etre à côté, émettre des critiques, ne retire en rien l'importance de ces « Canards sauvages » qui firent parler d'eux. J'ai simplement une plus grande empathie avec des actions menées, comme celle qui s'est déroulée en 2008, dans le quartier de Méan-Penhoët par la compagnie « HVDZ » de Guy Allouche(1) et qui s'est terminée par une veillée.

Joël Quélard, Janvier 2010

(1) Compagnie de Théâtre qui recueille images, paroles et témoignages de la population lors de résidence dans des villes ou des quartiers populaires, pour en faire des spectacles, « les veillées », où dans des établissements scolaires pour faire émerger des paroles d'élèves recueillies dans des « instantanés ». cf <http://www.hvdz.org/blog/>

Requiem pour une ville qui volait contre le vent (Texte écrit en 1976 pour la revue " Le canard sauvage ")

Saint-Nazaire n'est pas une de ces villes, produit d'une région, qui sont nées sur place d'un lent grossissement du tissu humain. Elle a été projetée là par une volonté délibérée. C'est une ville parachutée. Elle préexiste à elle-même comme une nécessité du système qui va la créer.

Qui a besoin de cette ville au moment où elle va surgir sur les rives de l'estuaire et de l'Océan, à côté du vieux bourg de Saint-Nazaire ?

D'abord les " négriers " nantais. Nantes, grande place commerciale et financière à l'époque du grand commerce atlantique, est en perte de vitesses au XIX^{ème} siècle. Un avant-port ? Oui. Peut-être ! Mais qui va payer ? Le capitalisme nantais n'a plus les moyens de prendre en charge une telle opération.

Faisons appel à l'État ! Mais, sous le Second Empire, l'État est déjà l'agent des grandes sociétés privées qui ont leur siège à Paris, et avec les frères Pereire de la Compagnie Générale Transatlantique, avec la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, Saint-Nazaire sera une colonie parisienne et non pas une succursale nantaise. Capitalisme local contre capitalisme national !

Les nantais n'en sont pas encore revenus.

Rêve de violence

Le développement de cet outil sera remarquable : bassins à flot, grande gare terminus, chantiers de construction navale. En peu de temps, les compagnies privées, avec l'argent de l'État, édifient là de gigantesques moyens de production.

Les populations affluent, venues des campagnes bretonnes surtout, arrachées à leur village presque de force, et concentrées là pour satisfaire les besoins de puissance et de développement du grand capitalisme industriel. Ville ouvrière ? Plus que cela, ville

prolétaire ! Créée et exploitée par des chefs d'industrie qui trônent ailleurs et qui abandonnent volontiers les pouvoirs locaux. Créée pour être exploitée ! A Nantes, il y a des quartiers ouvriers, Saint-Nazaire reste une ville prolétaire.

D'où cette tradition révolutionnaire, cette vision globale de la lutte des classes qui a permis au prolétariat nazairien

de produire des Fernand Pelloutier et des Henri Gauthier. Travailleurs immigrés, les ouvriers nazairiens des premiers âges ont en eux une formidable frustration. Cette révolte totale mêlée à la solidarité brièronne va produire à certains moments un mélange explosif. Il fut un temps où l'on croyait en France que tout commencerait à Saint-Nazaire. Mais les contradictions d'une ville prolétaire, portée par le vent de l'histoire capitaliste qui déchaîne des forces de production illimitées peuvent être mortelles.

Voler contre le vent, c'est s'attaquer au système qui a créé là ces forces de production pour satisfaire ses propres besoins et non pas ceux des populations déportées. Voler contre le vent, c'est, à la limite, refuser d'exister, d'où des montées de violences irraisonnées et irrationnelles.

Les enfants du bon Dieu

Mais réclamer sans cesse de nouvelles productions, de nouveaux moyens de production, c'est négocier avec Paris l'accroissement de cet outil qui est à la fois la base de la puissance des princes de ce temps et l'instrument de l'aliénation des populations, c'est construire soi-même les murs de son propre enfermement.

Etrange destinée, les descendants des révoltés qui étaient habités par un rêve inconscient de destruction et de libération seraient aujourd'hui les instruments inconscients du renforcement du système qui a créé la ville et ses chantiers.

On a su inculquer aux travailleurs nazairiens la fierté et l'orgueil d'avoir construit pour d'autres ces géants de la mer que sont paquebots et pétroliers. On essaie de leur faire croire qu'ils ne sont pas habités par un rêve de violence libertaire mais qu'ils

veulent simplement du travail.

Ô, ces hymnes à l'Ouvre et au Travail qu'on compose pour eux ! Et comme " on " aimerait les entendre chanter, en bons prolos, comme des enfants du bon Dieu !

André Daniel, Professeur d'histoire, Membre fondateur du Lycée expérimental de Saint-Nazaire

Texte écrit en 1976 pour la revue " Le canard sauvage " qu'Armand Gatti publiait à Saint-Nazaire à l'occasion d'une opération en faveur du dissident soviétique Bukovski.

pour faire émerger des paroles d'élèves recueillies dans des « instantanés ». cf <http://www.hvdz.org/blog/>

au monopole stalinien sur la classe ouvrière, de surcroît en ciblant la nature totalitaire de la mère de toutes les patries prolétaires, l'URSS.

Poser la question de la dissidence, de la nature psychiatrique de la répression soviétique, de la libération de l'homme à travers celle de prisonniers du goulag, et rompre avec l'aliénation idéologique du Parti, ne pouvaient pas ne pas faire de vagues.

Il y en aura, le PCF-nazairien et la CGT dénonceront le financement public d'une opération anti-soviétique par une municipalité de gauche, mais seront finalement

désavoués par le PCF national. Mais les vagues viendront également de l'extrême gauche nazairienne, anarchistes inclus, qui s'estimera dépossédée de sa liberté d'action, de dire et de faire, par une opération parisienne « hors sol ». La question sera finalement de savoir s'il est question de « mettre l'art au service du Peuple », ou bien plutôt « le peuple au service de l'art ». Qui dirige, qui contrôle, par quels moyens et pour quelles fins ?

Dans une société où la conflictualité n'était pas encore anesthésiée par le politiquement correct, l'affrontement sera

* Ces canards qui volaient contre le vent Armand Gatti à Saint-Nazaire. Septembre 1976 - février 1977

.MEET - novembre 2009. 320 pages. 35 euros

(1) La tribu est en quelque sorte la troupe qui accompagne Gatti. Loin de se limiter à des comédiens, il s'agit bien plutôt d'une communauté artistique regroupant une trentaine d'hommes et femmes acteurs, plasticiens, dessinateurs, auteurs, cinéastes et techniciens, qui se pensent pour certains en avant-garde : « une nouvelle Makhnovtchina œuvrant certes dans le domaine culturel, mais dans une forme de culture qui était viscéralement politique ».

(2) Vladimir Boukovski avait 17 ans lorsqu'il fut expulsé de son collège de Moscou pour y avoir créé un magazine non autorisé ; il enchaînera alors les séjours en hôpitaux psychiatriques, prisons et autres camps de rééducation, entrecoupés de brèves périodes de liberté surveillée qu'il consacra à la création de Sazmizdat. Il rédigera avec Sémion Gluzman un "Guide de la psychiatrie à l'usage des dissidents", dédié au mathématicien Leonid Plioutch. En 1976 il est malade et au cachot à Moscou, mais sans attache avec quelque élite artistique, scientifique ou intellectuelle, il ne bénéficie pas de campagne internationale contrairement à d'autres figures de la dissidence. Sur la signification de la dissidence en Union Soviétique, indépendamment de l'idéologie politique des dissidents, lire le texte de Claude Orsoni « De la dissidence », Editions nautilus.

(3) Anarchiste-communiste ukrainien, militant et stratège qui contribuera aux réalisations révolutionnaires les plus avancées durant la Révolution « russe » de 1917-1921 tout en menant une guerre civile contre les Russes Blancs, l'armée Allemande, puis l'Armée rouge à la tête d'une insurrection paysanne. Voir le livre Nestor Makhno, qui vient de paraître chez Allia, et les travaux d'Alexandre Skirda sur la Makhnovtchina.



Biographie [sommaire] d'Armand Gatti

GATTI Dante, Sauveur, né le 26 janvier 1924 à la maternité de l'hôpital de Monaco, fils d'Auguste Rainier, balayeur, et de Letizia Luzona, femme de ménage.

Bon élève (dissipé) du petit séminaire ; résistant, condamné à mort (gracié en raison de son âge) ; déporté (évadé) ; parachutiste (médaillé) ; journaliste (couronné du Prix Albert Londres) au Parisien Libéré puis à Paris-Match, France Observateur, L'Express (ancienne formule) et Libération (l'autre, celui de la Résistance) ; cinéaste (consacré dès son premier film - L'enclos -, ignoré dès le second - L'autre Cristobal -, exilé pour le troisième - Le passage de l'Èbre -, interdit de caméra pour beaucoup d'autres - une dizaine) ; écrivain-dramaturge-metteur en scène (célèbre et célébré : La vie imaginaire de l'éboueur Auguste G., Chant public devant deux chaises électriques, V comme Vietnam, Les treize soleils de la rue Saint-Blaise, Le cheval qui se suicide par le feu, plus un nombre considérable de pièces, le tout joué un peu partout sur la planète et quelques rares fois en France) ; voyageur (Sibérie, Chine, Corée, Japon, Guatemala, Nicaragua, Costa-Rica, Allemagne, Irlande) - ici on s'en tient aux déplacements qui ont donné lieu ensuite à des reportages, livres, pièces de théâtre ou films ; écrivain public itinérant et vidéographe (en compagnie de la Tribu, du Brabant-Wallon à Montbéliard, de Ris-Orangis à l'Isle d'Abeau avec crochet par Saint-Nazaire prolongé d'une pointe en Avignon et Marseille avant un rebond à Strasbourg.

Signe particulier : refuse de s'enfermer dans sa fiche de police. Plus difficile de raconter Gatti que de peindre l'oiseau de Prévert. (...)

Marc Kravetz

Source : <http://armand-gatti.org/>
voir aussi : <http://www.la-parole-errante.org/>

parfois violent, dans les mots et dans les actes. Les bombages vengeurs fleuriront dans la ville « Gati-Cohn liquidation prochaine (sic) » « Mort aux cultureux » « Notre prison c'est le monde libre : Boukovsky casse-toi », et le canard géant, sculpture de tubes et de plumes ornant la devanture de la MJEP finira rôti par quelques incendiaires vengeurs... Gatti n'écrira pas à Saint-nazaire, mais son spectacle créé à Avignon par la suite s'intitulera « Le cheval qui se suicide par le feu », où il affirme que « l'histoire ne laisse pas de trace. Elle ne laisse que des conséquences qui ne ressemblent en rien aux causes qui les ont fait naître. »

Boukovsky sera finalement libéré en décembre, lot d'un marchandage entre Pino-



chet et Brejnev pour les uns, consécration de la victoire de la ville ouvrière sur la possibilité d'infléchir le sens de l'histoire pour les autres. D'un côté le désir et l'utopie se réalisent dans l'action de création libératrice et de l'autre, le déterminisme et les manœuvres obscures balisent une liberté d'agir illusoire. La confrontation de ces analyses à Saint-Nazaire il y a 30 ans, n'en finit pas de se décliner en tous lieux jusqu'à aujourd'hui

...aux pouvoirs des mots

Au-delà de la dissidence, de la psychiatrie et de la répression, Gatti et la Tribu consacreront leurs expériences de création à une multitude de thèmes. Aux paysans de Loire Atlantique, ceux qui participent de la lutte des classes (4), avec l'action directe comme moyen et la perspective collectiviste comme fin. L'immigration, comme avec cet itinéraire d'un enfant d'Algérie devenu gardien de phare breton. L'école et les études avec la chasse au diplôme du côté de l'IUT. Au monde ouvrier, son passé, sa construction et son devenir, grâce à l'intervention de Paul Malnoé (5), leader local de Force ouvrière, trop content de damer le pion à la CGT en réhabilitant la figure de Fernand Pelloutier (6), le nazairien artisan infatigable de la fédération des bourses du travail. Le militarisme et les institutions disciplinaires, l'opposition... Mais aussi des créations ludiques comme l'écriture collective et spatiale avec des cerfs-volants construits et pilotés par des enfants de collèges. Au total plus d'une cinquantaine de pièces, films, débats, forums, expositions, foisonnement créatif qu'il est impossible d'énumérer ici par le détail, le tout annoncé, prolongé, par des centaines de lettres, tracts, affiches, journaux, une explosion de mots !

Cette expérience de Gatti à Saint-Nazaire à la fin des années soixante-dix marque la rupture d'une époque, consacre une évolution dans la façon de penser l'art, la culture, le théâtre, l'action sociale et politique. Il ne

(4) cf Bernard Lambert, *Les paysans dans la lutte des Classes*, réédition CHT - Centre d'histoire du travail de Nantes. Plusieurs films et pièces de théâtre révéleront et livreront des paroles de résistance paysanne

(5) Paul Malnoé, *De toutes mes forces*, Edition Siloé, 2001. Trois films d'une heure seront réalisés avec et par des ouvriers : *Le canard noir*, sur les révolutionnaires espagnols réfugiés à St-nazaire ; *L'avant poste* sur le St-Nazaire de l'avant garde technologique (navale, aérospatiale) et combattante (Résistance dans la poche, combativité ouvrière des grèves de 55...) ; *Hier et aujourd'hui* sur la mémoire des luttes ouvrières et leurs velléités révolutionnaires.

(6) cf Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*, Phénix édition - CHT, 2001.

s'agit plus de mettre en scène une culture ouvrière ou populaire, de donner une représentation de la classe, ainsi que pouvaient la donner à voir jusqu'ici la plupart des avant-gardes artistiques.

La création collective prend le pas sur la création artistique. L'artiste ne donne pas la parole, il contribue à sa révélation et participe de son élaboration. Il n'y a plus de spécialistes de la création quand chacun devient créateur. L'art devient une expérience, une aventure où chacun peut se mettre en jeu, sans forcément d'objectif, mais avec une multitude d'enjeux.

Au centre de cette dynamique se retrouve le mot, le mot qui est « l'arme décisive du guérillero » selon Gatti, qui permet de renouer l'indéfectible lien entre Politique et Poésie, en dévoilant la mort du « langage prétendant conduire les hommes au bonheur de tous [qui] a tiré un trait sur le bonheur de chacun ». Une fin des modèles et des idéologies de gauche, qu'il faut accepter, pour mieux élaborer de nouvelles utopies en acte, dans un langage dont les structures seraient :

« Accepter de se laisser porter dans les dimensions inconnues de l'espace et du temps
Entrer dans un dialogue où l'on ne sait jamais
où s'arrêtent les questions
où commencent les réponses
où placer les guillemets
où chercher les repères » [A. Gatti]

Un langage pour un art et une culture qui intègrent une certitude : la parole ne donne pas.

Parce qu'une parole « donnée » est gauchie, pipée par celui qui la donne, car on ne donne jamais que la parole dont on espère un rapport - sous forme de retour, de répétition.

La parole se prend. La parole se crée.

Selon une pratique et une théorie de *des-mots-cratie* en quelque sorte !

Philippe

Marika Kovacs, *L'Octobre hongrois de 1956 – La révolution des conseils*, L'Harmattan, 2009.



Bien avant que la Tchécoslovaquie ne connaisse son Printemps, la Hongrie connût son automne. Un automne d'espoir et de sang. C'est cette histoire que nous conte Marika Kovacs, jeune étudiante stalinienne au moment des faits, emportée par le souffle révolutionnaire, dans *L'Octobre hongrois de 1956 – La révolution des Conseils* (L'Harmattan).

Après un long et judicieux premier chapitre sur l'histoire de la Hongrie du moyen-âge à la sortie de la Première Guerre mondiale, Marika Kovacs, épaulée de l'historienne Liliane Fraysse, retrace ce formidable soulèvement populaire qui a fait vaciller, un temps, le bloc soviétique, trois ans après la mort de Staline, et quelques mois après le XX^e congrès du PCUS marqué par le rapport Khrouchtchev et sa dénonciation du stalinisme. Au sein du Parti communiste hongrois, les bouches s'ouvrent, tout comme chez les étudiants et les ouvriers : on condamne la politique économique du régime et son autoritarisme, on défend l'idée d'une voie hongroise au socialisme, on exige un changement de direction à la tête du pays, on conspue Matias Rakosi, le stalinien, et on acclame Imre Nagy le réformateur, qui, en 1954-1955, avait fait souffler un vent nouveau sur le pays avant d'être exclu du parti pour sa politique « droitrière ».

En ce mois d'octobre 1956, les manifestations prennent un tour insurrectionnel quand la police politique tire sur la foule. Des barricades sont érigées dans Budapest, et les troupes soviétiques interviennent une première fois. Le comité central remet le sort du pays entre les mains d'Imre Nagy alors que fleurissent sur tout le territoire des conseils ouvriers, largement autonomes, qui réclament l'instauration d'un régime socialiste démocratique ou, plus précisément, « l'édification d'une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique et socialiste ». Imre Nagy est coincé, ses jours sont comptés : le peuple veut qu'il transforme le pays profondément ; les Soviétiques veulent qu'il ramène l'ordre. Début novembre, une seconde intervention militaire soviétique expulse Nagy du pouvoir et installe à sa place Janos Kadar, réformateur lui aussi, figure très populaire, mais ralliée aux Soviétiques. La répression s'abat sur tout le pays, car les conseils ouvriers résistent et la population se bat dans les rues. Au bout de dix jours de combats acharnés, on relève près de trois mille morts ; et plus de 200000 Hongrois, dont Marika Kovacs, sont contraints à l'exil. L'espoir d'un socialisme démocratique a vécu. L'automne prend la couleur du sang.

Ce récit de la crise hongroise de 1956, concis et éclairant, se lit avec plaisir et intérêt. Je lui ferai cependant trois reproches.

Le premier reproche prendra la forme d'un regret. Si Marika Kovacs nous parle de sa jeunesse dans la Hongrie rurale, de ses études, de son militantisme au sein du parti communiste, de son exil en France, elle évoque trop peu souvent son rôle, qu'elle qualifie de mineur, dans le mouvement révolutionnaire hongrois. J'aurais aimé qu'elle délaisse la relation des faits pour nous faire pénétrer plus profondément dans « sa » révolution hongroise ; comment en somme une jeune communiste élevée au biberon stalinien peut-elle aussi rapidement se jeter dans un mouvement remettant en cause tout ce à quoi elle croyait, comme le parti unique, son rôle dirigeant et son infailibilité ? Comment fonctionnait au quotidien un conseil ouvrier ou le conseil révolutionnaire dans lequel elle militait ?

Le second reproche a l'allure d'une vieille querelle idéologique. Marika Kovacs est devenue trotskyste en exil en découvrant La révolution trahie de Trotsky. Et c'est cette lecture qui l'a convaincue que « la trahison du communisme au nom du communisme pouvait être caractérisée politiquement et portait un nom : le stalinisme ».

Fort bien. Mais à quel Trotsky entend-elle se référer ? Au Trotsky vaincu des années 1930 analysant la nature du régime soviétique, ou à celui qui, au nom de la construction du socialisme, aux côtés de Lénine, liquidait les soviets, se gaussait des libertés de la presse et d'agitation, prônait la militarisation des usines, la soumission des ouvriers aux spécialistes et aux bureaucrates, et organisait la répression sanglante de l'insurrection de Cronstadt ? Le lien que j'établis avec Cronstadt n'est pas anodin, car les Hongrois de 1956 comme les révoltés russes de 1921 ont avancé des revendications similaires : défense du pouvoir ouvrier, rejet du bureaucratisme, élections libres et pluralistes, liberté de parole et de presse, contrôle ouvrier dans les usines, politique plus souple à l'égard des masses paysannes ; et ils furent tous deux catalogués de mouvements réactionnaires, contre-révolutionnaires. En 1921, c'est Trotsky qui donna le coup de grâce ; en 1956, ce fut Khrouchtchev.

Malgré les oscillations de sa pensée, Trotsky n'a jamais eu beaucoup d'égard pour la forme « conseils ». Pour les bolcheviks, les soviets ne devaient avoir qu'un rôle précis : permettre par leur agitation la prise de pouvoir du parti incarnant les intérêts véritables du prolétariat. Concrètement : l'avant-garde et son marxisme-léninisme au pouvoir, les ouvriers et leur mentalité trade-unioniste à l'usine ! La « trahison du communisme au nom du communisme » n'a pas démarré à la prise de pouvoir de Staline ; elle est inhérente au projet léniniste de soumission du prolétariat, organisé ou non, à l'élite dirigeant le parti. Trotsky avait fustigé en son temps les conceptions organisationnelles de Lénine (cf. Nos tâches politiques et Rapport de la délégation sibérienne). Nous étions au début du 20^e siècle. Après 1917, le révolutionnaire, fugitivement menchevik, devenu bolchevik et homme d'Etat, se montra tout aussi impitoyable avec les révolutionnaires qui refusaient de se soumettre que Lénine.

Le dernier reproche est dans la continuité du second. Marika Kovacs considère que le mouvement hongrois a échoué car il lui manquait « une véritable direction révolutionnaire, un parti ouvrier (...) une force capable de centraliser tous les conseils ouvriers en un organe national unique qui les représente. » Je ne discuterais pas de cette analyse de façon idéologique. Je crois seulement que le mouvement a échoué parce que les conditions lui étaient profondément défavorables. Les Hongrois ne pouvaient compter que sur eux-mêmes : les chancelleries de l'Ouest avaient leur regard porté sur le Canal de Suez, les Américains n'entendaient pas fragiliser le bloc soviétique, Tito était revenu en odeur de sainteté ; quant aux classes ouvrières occidentales, dominées par le stalinisme, elles voyaient en eux des agents de l'impérialisme et des fascistes. Une « véritable direction révolutionnaire » n'aurait rien changé au fait que l'URSS n'aurait pas permis qu'après la Yougoslavie titiste et la déstalinisation opérée en Pologne par Gomulka, une autre démocratie populaire s'émancipe de sa tutelle. Sans oublier enfin, que la « véritable direction révolutionnaire » aurait eu à arbitrer rapidement entre les tendances, pas toutes socialistes ou socialisantes, que l'on retrouvait actives dans une lutte marquée par un fort nationalisme. Les Hongrois étaient condamnés à échouer. Mais cet échec ne doit pas faire oublier, comme l'écrit Marika Kovacs que « l'expérience de la révolution des conseils s'inscrit comme un moment essentiel dans le combat de l'humanité pour son émancipation. »

Pour un récit plus détaillé des événements, je vous conseille la lecture du livre de Victor Sebestyen, *Budapest 56 – Les douze jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Calmann-Lévy, 2005. Sur les conseils ouvriers, il doit toujours être possible de trouver le travail de Andy Anderson, *Hongrie 1956 – Les conseils ouvriers*, Spartacus, 1986. Sur le bloc de l'Est, la référence demeure le travail de François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires* (2 tomes), Seuil, 1952. Enfin, sur le communisme hongrois, il faut lire l'ouvrage de Miklos Molnar, *De Bela Kun à Janos Kadar – 70 ans de communisme hongrois*, Presses FNSP, 1987.

L'Etat des Gauches au Liban

Au sein de la corruption politique et économique perpétrée depuis le début du XX^{ème} siècle par la droite libanaise, qu'elle soit musulmane ou chrétienne, l'idée de changement est, dans les esprits, directement liée à la gauche. Par de nombreuses causes internes et externes, cette gauche vit, elle aussi, une crise aiguë qui s'est intensifiée durant la guerre civile et qui culmine ces dernières années.

Les forces de gauche au Liban

La plus ancienne des organisations politiques de la gauche libanaise est le Parti Communiste Libanais (PCL). Il avait été fondé sous le nom de Parti Populaire, puis a pris celui de Parti Communiste Syrien (avant la séparation du Liban et de la Syrie) pour rejoindre le camp de l'Union Soviétique. Après un travail « caché » de longue alène, le Parti Communiste Libanais devenu officiel s'est illustré par de nombreuses actions sociales s'attirant ainsi la sympathie de la population. Sa popularité va s'accroître jusqu'aux années 60 et 70 où il contrôle étroitement les syndicats et unions étudiantes. Au début de la guerre civile (1975) il est encore l'un des partis les plus influents mais son rôle dans le conflit sera rapidement marginalisé notamment après le retrait de son allié Abou Ammar principal soutien politique et financier de la gauche libanaise. A ce stade, déchiré par des divergences internes, le Parti Communiste se fractionne petit à petit via plusieurs phases de scission -dont les trois plus récentes datent de ces dernières années- sous prétexte de choix politiques divergents mais également d'accusations de vol et de corruption. Le PCL souffre aujourd'hui d'un irrémédiable émiettement -débuté au milieu des années 80 suite aux tensions au sein de l'Union Soviétique - accompagné d'une forte corruption qui ne cesse d'éloigner les dirigeants et la base populaire. Enfin, ce qui a anéanti les dernières forces de ce Parti, ce sont les assassinats de ses dirigeants ainsi que d'intellectuels communistes (Mehdi Amel, Mir El Ayoubi, Hussein Mrouwi, Michel Waked, Souheil Tawila...) perpétrés principalement par les forces religieuses et ceci dans l'ensemble des régions du Liban. Dans les années 90 la corrup-

Bien que ses responsables s'efforcent de présenter au monde un visage moderne du Liban, celui-ci reste un pays caractérisé par un système politique et judiciaire arriéré encore bâti sur un féodalisme, principalement religieux ou régional, comme il l'était sous l'Empire Ottoman.

De plus, le Liban est également soumis à une grave crise économique essentiellement causée par la politique des gouvernements successifs visant à abandonner l'industrie et l'agriculture au profit de la conversion de l'ensemble du pays au secteur du tertiaire et au tourisme. La balance des paiements est ainsi en permanence déficitaire.

tion continue au sein du PCL dont les dirigeants qui s'opposent à l'autocritique et à la révision des erreurs, ne soutiennent pas les différents mouvements syndicaux de plus en plus vastes et actifs. Par la suite, ces dirigeants ne s'opposent d'ailleurs même pas à la destruction de ces syndicats par les services de renseignements libanais et syriens.

Après l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri le 14 février 2005, les libanais se divisent en deux camps, les pro-syriens dénommés « mouvement du 8 mars » (à cause de leur manifestation ce jour) et les anti-syriens (qui sont en fait des pro-américains déguisés) dits « mouvement du 14 mars » (date où leur mobilisation a culminé par la « révolution du cèdre » (1)). Au milieu de l'agitation, le PCL est un peu perdu: il a du mal à choisir son camp et n'a même pas la volonté de créer une troisième sphère d'influence. Ceci a eu pour conséquence directe de démotiver ses membres notamment les jeunes dont la déception a été amplifiée par les carences dans la formation politique et idéologique et surtout par l'absence de formation militaire nécessaire dans un pays occupé et en conflit tel que le Liban. De plus, la vente et le vol des biens du PCL ainsi que le déficit financier qu'il subit, à cause du manque d'auto-contrôle, n'arrangent pas la situation. Affaibli, le PCL n'essaye pas de peser dans les institutions de l'Etat ni même de faire de la propagande médiatique et son histoire s'achève avec une perte d'influence spectaculaire et une décrédibilisation totale: le peuple ne lui fait plus confiance.

Parmi les partis néoformés dissidents du PCL, le Parti de la Gauche Démocratique fondé en 2004 a suscité un grand nombre d'interrogations. Les leaders de cette tendance sont Nadim Abdel-Samad et Elias Attallah anciens leaders du PCL, un jeune intellectuel nommé Zyad Majed et un journaliste (assassiné en 2006) Samir Kasir. Ce parti a créé un nouveau courant au Liban celui de la gauche modérée bien démarquée des principes marxiste-léninistes. Il s'est entre autre illustré par sa participation à la « révolution du Cèdre » (1) bénéficiant de l'appui des Etats-Unis, mais également de la France. Le manque de clarté dans la position de ce parti au cours de la guerre de Juillet 2006 opposant le Liban à Israël a suscité des tensions au sein de ce parti; la confusion (et les démissions) atteignant son comble lors de la décision des dirigeants de s'abstenir de soutenir la résistance.

Parmi les partis scissionnés de gauche, il y a l'Organisation de l'Action Communiste (OAC), organisation issue du nationalisme arabe et ayant adopté la doctrine marxiste au milieu des années 60. Connue pour son radicalisme et sa lutte armée, ce parti était extrêmement influent dans la lutte contre le fascisme et le sionisme. Lorsqu'au début de la guerre civile libanaise, son leader Mohsen Ibrahim, un homme charismatique et de notoriété historique, a annoncé la dissolution de l'OAC, ses principaux dirigeants se sont engagés dans d'autres partis libanais politico-religieux et sectaires dans un but purement arriviste leur permettant d'assurer leurs intérêts propres et leur maintien

sur la scène politique libanaise. Quant aux militants de base de ce parti en voie d'extinction, ils se sont retrouvés marginalisés de la vie politique.

Les organisations palestiniennes de gauche rassemblées au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) peuvent être considérées comme faisant partie de la gauche libanaise, notamment par leur implication -reconnue au niveau populaire- dans l'histoire du pays. Au Liban, le groupe le plus présent est le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) dirigé par George Habache. Il s'agit d'une organisation marxiste, radicale et révolutionnaire ayant évolué du nationalisme arabe vers l'internationalisme. Connue pour des opérations secrètes au niveau mondial, cette organisation a attiré les jeunes libanais en demandant d'actions contre l'impérialisme. Mais l'assassinat par le Mossad de l'un de ses principaux dirigeants, Wadi Haddad, ainsi que la chute de Beyrouth en 1982 a entraîné le départ de la majeure partie des membres libanais de l'OLP.

Citons encore les diverses organisations dites nassériennes (en rapport à l'idéologie du président égyptien Gamal Abdel-Nasser), difficiles à cerner politiquement à cause de leur proximité à l'idéologie nationaliste arabe et leur rejet du marxisme. La principale de ces organisations, l'Organisation Populaire Nassérienne a été fondée par Maarouf Saad dont l'assassinat en 1975 par la droite libanaise est une cause indirecte de la guerre civile. La famille Saad a hérité de ce Parti qu'elle continue à diriger et qui reste influent sur la scène de Saïda. Parmi les partis proches des nationalistes arabes et du parti d'Abdel Nasser, il y a également le « Mouvement Populaire » fondé par l'ancien député Najah Wakim. Ce mouvement n'a pas pour objectif d'obtenir des changements par la mobilisation populaire, son leader défendant seul, au sein du parlement, les droits des pauvres contre la politique de capitalisme de monopole de Rafic Hariri. Ce mouvement est encore jeune et manque de projet clair ainsi que d'une structure efficace.

Il faut mentionner le parti le plus actif et présent sur la scène politique libanaise: l'Union de la

Jeunesse Démocratique Libanaise (UJDL) -membres de la Fédération Internationale de la Jeunesse. Proche du PCL, l'UJDL lui est en partie indépendant et se présente comme libertaire. Impliqué dans les mouvements sociaux, même si ses membres sont peu nombreux et encore jeunes (agés de moins de 30 ans pour la grande majorité), on le retrouve partout et il essaye de se faire une place dans les médias.

les problèmes de la Gauche libanaise

La crise qu'endure actuellement les partis de la Gauche libanaise repose d'abord sur une cause externe: l'absence d'une solidarité internationale qui assurerait une couverture financière et un appui politique. Auparavant ce rôle était rempli par l'URSS ou encore la Libye ou l'Egypte, mais actuellement, il n'existe plus aucun soutien. Les partis de gauche se retrouvent marginalisés dans un pays continuellement sous influence -voire domination- d'Etats étrangers (voisins ou éloignés). D'autre part, cette crise est aussi liée à des causes internes telles que la main-mise sur le pays de partis religieux sectaires majoritaires au Liban, qui défendent uniquement leurs intérêts (voire ceux d'une famille) sans se préoccuper de l'intérêt national. Ainsi, les partis laïcs se retrouvent impuissants face au prosélytisme religieux et sectaire pratiqué par l'ensemble des autres partis. De plus, les médias sont, au Liban, dirigés par les leaders de ces partis religieux et encouragent les ségrégations, l'isolement et la haine de l'autre; ils militent contre les partis de gauche discréditant et calomniant les laïcs, les athées, les organisations anti-religieuses et également les défenseurs des idées socialistes. La gauche vit de surcroît une crise interne: elle est dévorée par la corruption, ne fait preuve d'aucune auto-critique à cause de la bureaucratie et est paralysée par la centralisation de toutes les décisions. De plus, on assiste à une marginalisation, par les dirigeants, du rôle des jeunes dans les partis politiques, ainsi qu'à l'exclusion de toute personne manifestant des opinions divergentes. Autre problème, mais non des moindres, tous les biens des partis politiques appartiennent à des personnes physiques à cause des règles de fonctionnement réactionnaires des partis libanais -

datant de l'empire Ottoman- qui interdisent toute possession matérielle et manipulation financière aux partis. On peut également ajouter aux causes de la crise de la gauche les divers assassinats de dirigeants communistes ainsi que l'organisation économique libanaise orchestrée par la Banque Mondiale et appliquée par Rafic Hariri. Celle-ci a mené à la destruction de l'industrie et de l'agriculture -au profit du tertiaire- et par voie de conséquence à la disparition des syndicats qui y étaient représentés. Rien ne peut être attendu du côté de l'Université libanaise qui a été saisie par les dirigeants sectaires et religieux, lesquels tuent dans l'oeuf toute action à visée nationale. Enfin, la gauche libanaise ne possède à ce stade, aucun média qui lui est favorable ni personnalité charismatique qui créerait une dynamique et qui s'imposerait comme une figure d'union pour la gauche.

Y a-t-il une solution?

Nous ne pouvons aujourd'hui proposer qu'une seule piste de solution à la gauche libanaise à savoir, une réforme de son mode de fonctionnement fondée sur une auto-critique et surtout l'analyse de la situation libanaise. En effet, tout doit être remis à plat afin de pouvoir

espérer un positionnement cohérent et d'union. Il faut pouvoir mettre à jour tous les dérèglements et malversations dus à la corruption omniprésente et avoir une vision claire sur tout ce qui se passe sur la scène libanaise, comme par exemple, la position des partis sectaires et religieux, l'alliance avec la Syrie, la position de l'Iran, le rapport avec la Palestine et le rôle joué et à jouer par les partis de Gauche dans tout ça. En effet, les avancées sociales sont directement tributaires de ces enjeux politiques. De plus, au Liban, les priorités se portent actuellement sur la lutte pour la libération et contre l'oppression des peuples, les luttes sociales ne pouvant venir qu'en second temps. Il faudrait également créer des organisations convenant aux jeunes afin qu'ils ne soient plus attirés par les dirigeants sectaires et religieux qui les séduisent par le travail et l'argent. Tout ceci, toujours en parallèle du contrôle et de la condamnation des actions des dirigeants actuels et anciens responsables de vol, de dissimulation de crimes; qui méprisent les luttes passées, leurs acteurs et le sang versé; achètent les opposants et sont prêts à tous les revirements de ligne politique si cela peut satisfaire leurs intérêts personnels et rapporter de l'argent.

La Gauche libanaise semble en demande d'un cadre commu-

niste solide au niveau mondial, elle compte toujours sur la renaissance d'un Parti Communiste qui, purgé des erreurs du passé, reprendrait son rôle formateur et protecteur, proche du peuple et des plus démunis qui se rapprocherait des campagnes et ne focaliserait pas sa présence dans les villes. Elle espère ce Parti Communiste qui permettrait la réconciliation de tous les acteurs de la gauche libanaise sans entretenir la guerre froide à laquelle ils sont soumis depuis la guerre civile pour des raisons personnelles et des arrangements pourris.

Espérons la construction d'une gauche saine pour un pays sain qui défende les pauvres et les opprimés et lutte contre le capital qui a détruit la classe moyenne libanaise ainsi que la situation économique. Car en bénéficiant de l'absence de toute opposition organisée, le projet Hariri soutenu par le pétrodollar a transformé le Liban en une jungle de blanchissement d'argent, de prostitution et de commissions dans l'immobilier et dans les casinos au détriment de plus de 70% de la population du Liban.

Khodor Salameh

(1) nous ne nous étendrons pas dans cet article sur cette « révolution » qui pourrait à elle seule faire l'objet d'un article entier.





Chronique de la collaboration de classe

Ex-gauchos à la pointe de la répression L'alliance objective Sarkozy-CGT.

Lycée Pierre Brossolette de Villeurbanne le 16 décembre. Lors d'un blocage à 7 h du matin, le BAC menotte et emmène pour 12 h de garde à vue 5 lycéens. L'un d'entre eux subit un interrogatoire musclé, il est frappé à la tête, son domicile perquisitionné. Le 5 janvier Chris Laroche, directrice du lycée fait passer ces élèves en conseil de discipline (2 sont exclus définitivement, 3 pour 4 jours). Un collectif indépendant de lutte lycéenne est ensuite créé pour dénoncer « le climat de terreur » que la proviseure instaure dans son établissement et faire stopper « toute répression administrative et sociale ».

La bonne dame en question vaut le détour : dans les années 60, oppositionnelle de gauche dans l'UEC et virée en 65 dans la charrette krivinienne. Celle qui maintenant empêche les rassemblements de lycéens a donc été membre de la JCR qui fut à la pointe des luttes en 66-67-68 pour la formation des « comités d'action lycéens ». En 2005 elle cosigne un livre Provisoire à Vault-en-Velin dont l'objectif est de montrer que, dans un lycée « sensible », on peut propulser des talents à Sciences Po Paris, saper des tabous et faire vivre les lois de la République. Rien que du social en somme ! Le coauteur du bouquin est Luc Rosenzweig, ex-gauche lui aussi devenu un croisé du sionisme, journaliste à Libé et au Monde, qui passe son temps à traquer les « pro-palestiniens » et à cracher sur la gauche et l'extrême gauche... c'est à dire sur son passé, c'est à dire sur lui-même.

La FCPE confond lutte et délation !

La fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publique, plus connue sous le nom de FCPE est de gauche. A ce titre elle est partie en guerre contre le non remplacement des enseignants absents. Et la façon dont elle mène cette guerre en dit très long sur sa conception de ce qu'est une lutte. Au lieu de s'en prendre directement à l'Etat qui organise la pénurie, elle décide de jouer les auxiliaires de ce dernier. Elle a ouvert un site sur lequel les parents peuvent « signaler » l'établissement, la ville, la classe et la matière d'un prof absent... ce qui permet de retrouver le nom du prof absent et de le livrer à la vindicte parentale soucieuse d'encadrer du mieux possible ses chères têtes blondes. En plus, afin certes d'écarter le projet du ministère visant à utiliser des étudiants sous payés, elle réclame un « enseignant réellement formé », sans plus de précision, alors que la revendication syndicale est « un enseignant titulaire ». Le ministère a trouvé en la FCPE un allié de choix...

« La pitoyable affaire Total récemment, la nomination d'Henri Proglio (le candidat de la CGT) à la tête d'EDF, la réforme des régimes spéciaux de retraite réalisée avec de très avantageux accommodements cédés aux bastions de la CGT, le changement de la représentation syndicale qui favorise les organisations les plus grosses, donc la CGT : la liste de cette connivence est longue. [...]

« Cette grande alliance Sarkozy-Thibault est évidemment ni officielle (surtout pas) ni permanente, elle a ses heurts nombreux. Mais elle s'ancre dans la durée car elle est légitime. On l'a vu dans la crise, au cours de laquelle les concessions faites par le gouvernement, il y a un an, en faveur des chômeurs et des démunis ont déminé le terrain social devenu très dangereux. Le dialogue a permis d'éviter des embrasements et, sur le terrain, les SUD et autres représentants de l'extrême gauche ont été repoussés des usines occupées. L'anticapitalisme ne donne pas du travail, la CGT et la CFDT, en position de négociation, si. La crise de 2009 aura été une sorte de 1995 à l'envers, une défaite des thèses de la lutte radicale et la victoire du réformisme. La logique sarkozyenne est de favoriser le réformisme au sein de la CGT, il n'est pas sans y parvenir. C'est, pour la France, à mettre à son crédit. »

Mais il y a un inconvénient : « Le choix fait de moderniser la France avec le premier des syndicats, et non pas contre, relève d'une tactique légitime, mais elle éclaire aussi un certain type de modernisation que veut engager Nicolas Sarkozy. La CGT occupe des bastions que le président doit forcément ménager quand il faudrait les bousculer. Les raffineries de Total en sont un exemple très malheureux. La campagne pour les régionales ne justifiait pas que la CGT soit défendue sur une ligne aussi archaïque de sauvetage de raffineries surcapacitaires et déficitaires. Sauf à penser que le président est, plus encore qu'on ne le dit ici, d'accord au fond avec la CGT sur l'avenir industriel du pays. Ce serait alors très inquiétant. L'alliance Sarkozy-Thibault ne serait alors pas modernisante mais rétrogradante. »

Cette analyse est du directeur de la rédaction d'Enjeux Les Échos, Eric Boucher. On n'écoute jamais assez ses ennemis !

M 01292 - 199 - F: 3,00 €

